

RAPPORT ANNUEL 2023



TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	4
2. LES CHIFFRES DE 2023	8
3. QUI SOMMES-NOUS?	10
a. Nos Valeurs	12
b. Notre Histoire	14
c. Focus : rapport sur l’empreinte carbone, notre engagement en faveur de la durabilité environnementale dans les activités humanitaires	18
d. Notre Gouvernance	20
e. Les Personnes	24
4. RESSOURCES HUMAINES	26
a. Activités de formation	28
5. TRANSPARENCE ET CONTRÔLE INTERNE	30
6. RESSOURCES FINANCIÈRES ET COLLECTE DE FONDS	32
7. DOMAINES D’INTERVENTION	34
8. FOCUS: CONGRÈS HUMANITAIRE	36
9. NOS MISSIONS	38
a. Focus: le travail d’INTERSOS dans le domaine de la vaccination	86
10. GLOSSAIRE	88
11. NOTE MÉTHODOLOGIQUE	94
12. CONTACTS	96



1. INTRODUCTION

L'année 2023 a été caractérisée par l'absence de solutions politiques aux multiples guerres et violences en cours, l'un des principaux facteurs à l'origine de l'augmentation des besoins humanitaires. La région du Sahel, avec une insécurité croissante, des conditions de sécheresse et une stagnation économique, demeure une « plaque tournante » dangereuse de crises interconnectées qui risque de s'aggraver. Les conflits en Ukraine, en Syrie et dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne continuent de provoquer la misère, la souffrance et la perte de dignité pour des centaines de milliers de personnes, générant des besoins humanitaires à grande échelle.

Malheureusement, de **nouveaux conflits** d'une ampleur considérable ont également eu lieu en 2023. À l'échelon mondial, les conflits sont étendus et omniprésents : 12 % de conflits supplémentaires ont eu lieu en 2023 par rapport à 2022, et l'ACLED¹ enregistre une augmentation de plus de 40 % par rapport à 2020. Une personne sur six vit dans des zones de conflit actif. Sur les 234 pays et territoires analysés par l'ACLED, la majorité (168) ont connu au moins un épisode de conflit en 2023, enregistrant plus de 147 000 événements de conflit et au moins 167 800 victimes.

Le **7 octobre 2023**, des groupes armés dirigés par le Hamas ont mené une attaque dans le sud d'Israël. Ils ont tiré sur des foules et des personnes à leur domicile, tuant 1 139 Israéliens et étrangers, et prenant 248 otages à Gaza. Peu après, les autorités israéliennes ont coupé les services essentiels à la population de Gaza, notamment l'eau et l'électricité, et ont lancé des frappes aériennes, pilonnant sans relâche Gaza et réduisant la plupart des quartiers à l'état de ruines. Le niveau sans précédent des bombardements et des attaques de l'armée israélienne sur la bande de Gaza² a tué plus de 36 000 personnes et en a blessé près de 80 000. On estime à 1,7 million le nombre de personnes déplacées qui vivent dans des conditions épouvantables, sans logement ou avec un logement inadéquat, sans accès aux soins de santé, à l'eau potable ou à l'assainissement. Bien que la famine ait été déclarée imminente pour environ 1,1 million de personnes, l'accès à l'aide humanitaire en attente aux frontières de Gaza reste largement bloqué.

Le **Soudan** a plongé dans une guerre nationale féroce en avril 2023, qui a fait à ce jour plus de 15 000 morts, 6,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 1,8 million de personnes cherchant refuge dans les pays voisins. Aujourd'hui, près de la moitié de la population du Soudan, soit environ 25 millions de personnes, a un besoin urgent d'aide humanitaire et de protection, et plus de 18 millions de personnes vivent dans des conditions d'insécurité alimentaire grave, dont près de 5 millions sont menacées de famine.

L'année 2023 a indéniablement montré que les **urgences climatiques** ne sont pas un risque théorique, mais une réalité qui affecte les pays du monde entier, quel que soit leur statut politique ou économique. Les effets fréquents du changement climatique, tels que les phénomènes météorologiques extrêmes et soudains, l'élévation du niveau de la mer, les incendies de forêt, les crues soudaines et d'autres catastrophes, ont mis en évidence des vulnérabilités préexistantes, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

En septembre 2023, plus de **114 millions de personnes étaient déplacées de force**³ en raison de persécutions, de conflits, de violences et de violations des droits humains, ce qui représente une augmentation de 5 % en seulement 9 mois. **Les risques liés au manque de protection** sont depuis longtemps devenus une réalité pour des millions de personnes, en particulier les enfants, les femmes, les personnes âgées et les personnes ayant des besoins spéciaux. La violence sexuelle et sexiste est désormais une arme de guerre largement répandue qui touche principalement les femmes et les filles. Ces violences ont atteint des niveaux alarmants dans des pays tels que la République démocratique du Congo et le Soudan, alors que la demande de financement pour la prévention, l'atténuation et la réponse reste largement ignorée.

¹ <https://acleddata.com/conflicto-indice/>

² D'ici à la fin mai 2024

³ <https://humanitarianaction.info/document/global-humanitarian-overview-2024/article/forced-displacement-record-levels-cause-and-consequence-increased-need>

Entre sécheresses, conflits et crises économiques, 2023 a été la cinquième année consécutive au cours de laquelle **l'insécurité alimentaire aiguë a continué d'augmenter, atteignant près de 282 millions de personnes**⁴, dont beaucoup dans les 14 pays qui connaissent une aggravation de cet indicateur, notamment l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, le Territoire palestinien occupé, le Nigéria, le Soudan du Sud, le Soudan et le Yémen. La malnutrition aiguë n'a laissé aucun répit aux femmes et aux enfants, en particulier dans les zones touchées par les conflits, avec plus de 36 millions d'enfants de moins de 5 ans gravement malnutris, dont près de 10 millions souffrant de malnutrition aiguë sévère. **INTERSOS** a constaté ces tendances inquiétantes dans les provinces afghanes de Zabul et de Kandahar, où, malgré des taux de dépistage plus faibles en raison de la réduction des financements et des programmes, le nombre de cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) traités en 2023 a augmenté de 49,5 %, probablement en raison d'une nutrition inadéquate et d'une carence en micronutriments. Qui plus est, nous constatons une augmentation massive des séances de conseil sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants au niveau communautaire, passant de 1 299 en 2022 à 34 360 en 2023, ce qui indique une augmentation de la malnutrition chez les enfants âgés de 0 à 24 mois. De même, au Yémen, d'octobre 2023 à février 2024, 5 165 enfants ont été dépistés, avec un taux de malnutrition aiguë sévère (SAM) de 12,65 % et un taux de malnutrition aiguë modérée (MAM) de 28,96 %. Dans le même temps, le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) a atteint 41,61 %, soit un taux nettement supérieur au seuil critique de l'OMS, ce qui indique un niveau alarmant de malnutrition aiguë.

Dans la plupart des situations d'urgence humanitaire et des crises prolongées, **l'impact sur la santé humaine** est important et les crises sanitaires se multiplient, en raison de divers risques interconnectés, notamment les urgences climatiques, les conflits, les mauvaises conditions d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les infrastructures sanitaires insuffisantes et d'autres vulnérabilités préexistantes. Par exemple, des épidémies de choléra ont été signalées dans 30 pays, provoquant des milliers de morts et de maladies graves, ce qui affaiblit encore plus les communautés touchées. L'accès aux services de santé (y compris à l'assainissement de base, à la santé sexuelle et reproductive, à la nutrition et aux vaccinations de routine) est insuffisant pour de nombreuses communautés et les organisations humanitaires comblent souvent les lacunes en fournissant des soins de santé de base pendant de longues périodes, en l'absence de solutions durables à long terme.

En l'absence de solutions politiques pour résoudre les conflits en cours et en l'absence d'une présence significative des acteurs du développement, les organisations humanitaires locales et internationales sont souvent laissées à elles-mêmes pour étendre leur réponse autant que possible afin de faire face aux défis émergents, alors que les ressources pour le faire sont en constante diminution. De plus, répondre aux besoins humanitaires dans un contexte où les besoins ne font qu'augmenter, les ressources sont de plus en plus limitées, la politisation devient la nouvelle norme et de nombreux obstacles sont imposés à la fois par les gouvernements et les autorités locales dans les pays d'opération, et par les gouvernements bailleurs de fonds imposant des règles de conformité complexes nécessaires pour éviter d'encourir des risques juridiques liés aux mesures de lutte contre le terrorisme, est un défi en soi.

Mais nos défis sont encore plus grands. Comme nous le savons, le Droit international humanitaire et les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance sont au cœur des conventions de Genève, ratifiées par 196 États. Cependant, nous continuons à observer des disparités dans l'application et le respect du DIH et d'autres lois dans différentes crises par les États, où les intérêts géopolitiques passent avant la vie et la dignité des personnes. La violation du Droit international humanitaire fait peser un risque énorme sur le système humanitaire international, accroît les souffrances dans de nombreux endroits du monde et compromet notre capacité à négocier avec succès l'accès à l'aide humanitaire et à fournir une assistance humanitaire correspondant aux besoins identifiés.

⁴ <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2024-full.pdf>



Avant qu'il ne soit trop tard, la communauté internationale doit reconnaître ce grave problème. Il faut reconnaître que le principe **d'humanité doit être placé au cœur de toute politique internationale**. Il faut reconnaître que la défense du Droit international humanitaire et des principes humanitaires ne sont pas de simples mots sur le papier, mais un engagement concret à protéger la population civile. En outre, nous avons besoin d'urgence d'une action collective de la part de tous les acteurs clés, tant dans le domaine du développement que dans celui de l'aide humanitaire, car chacun peut contribuer à aider les communautés les plus touchées à stabiliser leur vie et leurs moyens de subsistance. C'est ainsi que nous verrons une réduction progressive des besoins humanitaires. Plus important encore, les États doivent s'engager à promouvoir la paix et à mettre fin aux guerres et aux conflits en s'attaquant à leurs racines.

Fin 2023, **INTERSOS était opérationnelle dans 23 pays**: 10 en Afrique, 5 au Moyen-Orient, 4 en Europe, 2 en Amérique latine et 2 en Asie. **Le budget de fonctionnement total de l'Organisation s'élevait à 111,863.318 euros**. Dans le cadre de ses opérations, **INTERSOS** a dû faire face à de nombreux défis décrits ci-dessus, notamment la négociation de l'accès humanitaire, le respect de réglementations complexes et une gestion des risques de plus en plus exigeante. Malgré cela, **INTERSOS** a continué à fournir une assistance humanitaire dans certains des contextes les plus difficiles, en utilisant des approches pragmatiques et en équilibrant les questions éthiques et les principes humanitaires fondamentaux. En plus de la protection, de la santé, de la nutrition et d'autres initiatives humanitaires détaillées dans nos sections par pays, nous avons été en mesure de **répondre à de multiples nouvelles urgences**: en aidant les Syriens après le tremblement de terre en février, en aidant les personnes touchées par les inondations massives et l'impact écologique catastrophique causé par l'effondrement du barrage de Nova Kakhovka en Ukraine, et en Libye après les inondations qui ont dévasté la ville de Derna. Au Tchad, en République centrafricaine et au Soudan du Sud, nous avons répondu aux besoins des personnes fuyant la guerre au Soudan et jeté les bases d'une intervention à l'intérieur du Soudan, prévue pour le début de 2024. À la fin de l'année, la **nouvelle mission au Mali** est devenue pleinement opérationnelle, tandis que le processus d'enregistrement en Éthiopie était toujours en cours.

Reconnaissant la nécessité de fournir des orientations supplémentaires pour permettre des approches cohérentes et de qualité dans nos interventions, le nouveau **Cadre programmatique INTERSOS** a été produit et diffusé au cours de l'année 2023, fournissant une vue d'ensemble complète des opérations de l'Organisation, de ses domaines principaux, des approches et des directions à suivre dans la mise en œuvre de nos activités.

Le **Document de localisation d'INTERSOS**, qui décrit la façon dont l'Organisation conçoit et met en œuvre la localisation dans tous les contextes où elle est présente, a été publié et partagé avec les bailleurs de fonds, les partenaires et les autres parties prenantes.

Le **Cadre de protection** a été finalisé. Ce document ainsi que les politiques associées définissent l'approche d'**INTERSOS** en matière de protection, c'est-à-dire une approche éthique et un ensemble de mesures pratiques visant à promouvoir la sécurité et le bien-être de toutes les personnes impliquées dans la mise en œuvre et la réception de l'aide humanitaire fournie par **INTERSOS**, et à les protéger contre toutes les formes de préjudice, y compris l'exploitation sexuelle, les abus, le harcèlement et d'autres risques liés à la protection (y compris la maltraitance des enfants, les brimades, la discrimination et la maltraitance des adultes à risque).

La vaccination est restée une priorité essentielle de notre stratégie médicale mondiale 2022-2024, avec des campagnes de vaccination menées au Nigéria et au Yémen. De juin à décembre 2023, un groupe de travail interne a établi une feuille de route pour permettre l'expansion des campagnes de vaccination de masse dans les contextes opérationnels nouvellement sélectionnés.



2. LES CHIFFRES DE 2023

-  Protection
-  Santé et Nutrition
-  Eau et Hygiène
-  Sécurité alimentaire
-  Distributions et abris d'urgence
-  Éducation d'urgence

Pays et secteurs d'intervention en 2023



111.863.318 €

BUDGET CONSACRÉ AUX ACTIVITÉS

285

PROJETS RÉALISÉS

4.960.600

PERSONNES ATTEINTES

3.835

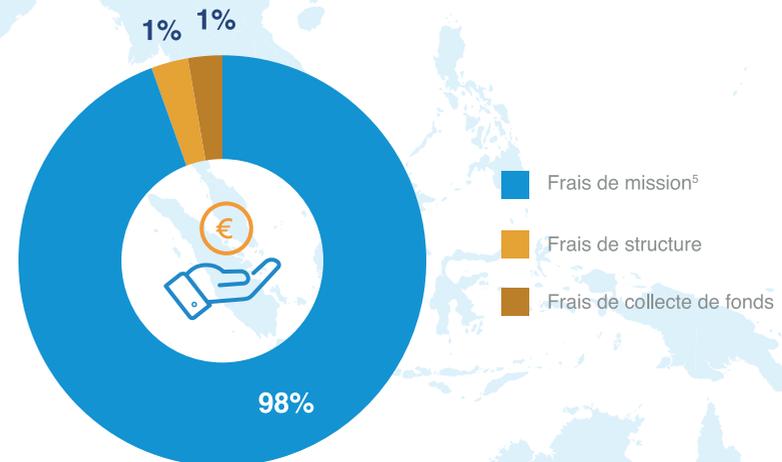
PERSONNEL*

*Au 31.12.2023

Objectifs de développement durable



Comment les fonds sont utilisés



⁵ Selon la nouvelle classification des comptes de gestion établie par la loi sur les organisations du secteur tertiaire, les coûts des activités d'intérêt général, c'est-à-dire les coûts directement ou indirectement liés à la mise en œuvre de projets, représentent 98 % des coûts de l'organisation. Cette classification explique la différence avec les pourcentages indiqués dans les rapports des années précédentes.

3. QUI SOMMES-NOUS?

INTERSOS est une Organisation humanitaire internationale basée en Italie, qui intervient dans des situations d'urgence et de crise pour apporter une aide immédiate aux personnes dont la vie est menacée par les conflits, la violence, l'extrême pauvreté, des catastrophes naturelles ou d'origine humaine. Depuis 1992, nos travailleurs humanitaires portent secours aux populations touchées par des crises humanitaires, en se concentrant sur la protection des plus vulnérables, à travers l'apport de soins médicaux, la distribution des produits de première nécessité et des abris d'urgence. En fournissant des capacités et des ressources opérationnelles, nous contribuons à garantir les droits fondamentaux tels que le droit à l'alimentation, à l'eau et à la santé.

INTERSOS vise à accroître sa présence dans les territoires touchés, en améliorant la qualité de ses interventions afin d'atteindre un nombre croissant de personnes dans des conditions vulnérables et dangereuses. En même temps, elle entend jeter les bases pour initier des processus de développement et mobiliser la société sur les valeurs humanitaires, les droits fondamentaux et la dignité de chaque être humain.

INTERSOS mène ses interventions pour construire un monde basé sur l'égalité, la justice, l'accès équitable aux droits et aux ressources, la paix et la solidarité. Le personnel est guidé par notre Charte des valeurs et par les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

La forme juridique d'**INTERSOS** est celle d'une Association reconnue. **INTERSOS** a modifié ses Statuts conformément à la réglementation sur les Organismes du Tiers Secteur (Décret législatif n° 117 du 3 juillet 2017 – Code du tiers secteur italien), mais elle n'a pas encore été enregistrée auprès du RUNTS, le registre unique du Tiers secteur italien. Elle a donc conservé son statut d'association sans but lucratif.

INTERSOS poursuit, sans but lucratif, ses fins civiles, solidaires et d'utilité sociale en réalisant et en exerçant exclusivement ou principalement une ou plusieurs activités d'intérêt général, telles que visées à l'article 5 du Code du Tiers Secteur italien (décret législatif 117/2017) énumérées ci-dessous, avec une référence spécifique à :

- la coopération au développement;
- les interventions et les services de santé;
- l'éducation, l'enseignement et la formation professionnels, ainsi que les activités culturelles d'intérêt social ayant un objectif éducatif;
- l'accueil humanitaire et l'intégration sociale des migrants;
- la promotion de la culture de la légalité, de la paix entre les peuples et de la non-violence;
- la promotion et la protection des droits humains, civils et sociaux.

À cette fin, l'association promeut et met en œuvre, directement ou en collaboration avec d'autres entités, toutes les interventions humanitaires et solidaires possibles considérées comme nécessaires à la poursuite de ses objectifs, y compris celles liées à la prévention, à la formation des opérateurs locaux et internationaux, à l'éducation à la citoyenneté mondiale et à la solidarité internationale, au témoignage auprès de l'opinion publique et à la diffusion des principes humanitaires.

INTERSOS est une Organisation indépendante, partenaire de nombreuses associations et organisations locales et des principales institutions et agences européennes ainsi qu'internationales. Elle est membre de l'ICVA⁶, de VOICE⁷, de LINK 2007⁸, a un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies et un statut d'observateur auprès de l'Organisation internationale des migrations.

⁶ L'ICVA est un réseau mondial d'organisations non gouvernementales dont la mission est de rendre l'action humanitaire plus fondée et plus efficace en travaillant de manière collective et indépendante pour influencer les politiques et les pratiques. Ce réseau diversifié comprend plus de 100 ONG membres travaillant dans 160 pays aux niveaux mondial, régional, national et local.

⁷ VOICE, qui signifie "Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies", est un réseau d'ONG qui promeut une aide humanitaire efficace dans le monde entier depuis 1992. VOICE est le principal interlocuteur des ONG des valeurs de ses 86 organisations membres.

⁸ LINK 2007 est une association de coordination de plusieurs ONG italiennes : AMREF, CESVI, CIAI, CISP, COOPI, COSV, ELIS, ICU, INTERSOS, LVIA, MEDICI CON L'AFRICA CUAMM, WEWORLD, WORLD FRIENDS. Elle a été créée pour partager et mettre en commun des valeurs, des connaissances et des expériences, afin de donner plus de force à la coopération au développement et à l'aide humanitaire, dans le but d'améliorer la qualité de la coopération et des partenariats pour le développement.



a. Nos Valeurs



“ *Homo sum, humani nihil a me alienum puto* ”

Je suis un être humain et rien de ce qui est humain ne m'est étranger.

(Terence, 195-159 av. J.-C.)

Telle est la synthèse du premier principe d'**INTERSOS**, dont découlent ses valeurs et qui caractérise toutes ses actions. C'est l'affirmation de la centralité de l'être humain, des principes d'égalité, de justice, de paix, de solidarité et donc du devoir de chaque individu d'aider toutes les personnes vivant dans des conditions de besoin et de souffrance et de le faire d'une manière qui ne soit pas conditionnée par des considérations ou des convictions d'une autre nature.

INTERSOS est:

Sans Barrières

INTERSOS opère en cohérence absolue avec les principes de la Déclaration Universelle et de la Convention Européenne des Droits de l'Homme : elle n'applique aucune distinction ou discrimination basée sur la race, le sexe, la foi religieuse, la nationalité, l'origine ethnique ou la classe sociale des personnes qui ont besoin d'aide.

Humaine

L'humanité est au cœur du travail de **INTERSOS**. Notre engagement repose sur la centralité de l'être humain et sur la volonté de prévenir et d'atténuer les souffrances. Nos personnel s'engagent chaque jour à protéger les personnes les plus vulnérables dans une perspective d'écoute, de compréhension et de proximité.

Neutre

Les activités d'**INTERSOS** garantissent une approche neutre. Dans les contextes de conflit, nous ne prenons pas parti, nous ne nous engageons pas dans des controverses politiques ou religieuses. Nos activités sont au service des communautés et visent à établir une relation de confiance avec les personnes, sans soutenir ou favoriser qui que ce soit.

Impartiale

Pour **INTERSOS**, la victime doit être considérée comme telle dans tous les cas, indépendamment de toute différence politique, religieuse, sociale ou d'appartenance. Ses activités humanitaires s'adressent de manière impartiale à toute population et personne en danger ou dans un état de besoin grave. Cela n'empêche pas **INTERSOS** d'identifier toute responsabilité personnelle ou institutionnelle en relation avec des événements catastrophiques individuels, qu'ils soient naturels ou produits par la volonté humaine, et de prendre une position publique.

Indépendante

INTERSOS n'est subordonné à aucune exigence politique ou idéologique, nationale ou internationale. L'indépendance de pensée et de jugement légitime d'**INTERSOS** à signaler toutes les violations des droits de l'homme et toutes les formes d'injustice et d'iniquité sans être influencée. Le même principe d'indépendance détermine les critères de choix des bailleurs de fonds publics et privés.

Sensible aux Cultures Locales

INTERSOS œuvre en appliquant des méthodes et des comportements qui respectent les contextes culturels et religieux locaux.

Attentive au Potentiel Local

INTERSOS place toujours la valeur et la dignité de l'être humain au centre de ses activités. C'est pour cette raison qu'elle associe immédiatement la population locale aux activités, en valorisant et en développant les aptitudes et les compétences des individus et des communautés et en éliminant progressivement la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. La relation avec la population est basée sur l'écoute, le dialogue, l'échange et la participation.

Professionnelle de la Solidarité

INTERSOS considère la solidarité et le professionnalisme comme deux composantes indispensables et indissociables de son action humanitaire et donc des éléments essentiels pour répondre avec humanité, efficacité et qualité aux besoins des populations.

Transparente

INTERSOS fonctionne grâce aux financements de bailleurs de fonds privés et publics. Les états financiers de chaque projet individuel sont contrôlés par les bailleurs de fonds publics et certifiés par des cabinets d'audit. Le bilan général annuel est certifié et rendu public.



b. Notre Histoire

1992

SOMALIE

INTERSOS a lancé son premier projet en Somalie où, peu après, elle a repris l'hôpital régional de Jowhar, le seul centre médical de toute la région du Moyen-Chébéli.



1993

BOSNIE ET MOZAMBIQUE

INTERSOS est intervenue dans le centre et le nord de la Bosnie, répondant aux besoins de la population touchée par la guerre.

Elle a également lancé des opérations au Mozambique, pour faciliter le retour des réfugiés du Malawi.



1994

BURUNDI ET RWANDA

INTERSOS a ouvert des missions au Burundi, pour aider les réfugiés rwandais, et au Rwanda, pour soutenir le système national de santé et faciliter le rapatriement des réfugiés du Zaïre (maintenant République démocratique du Congo).



1995

TCHÉTCHÈNIE ET INGOUCHIE

INTERSOS est intervenue pour aider les réfugiés tchétchènes fuyant vers la République d'Ingouchie en fournissant, assemblant et équipant des maisons préfabriquées. En Tchétchénie, à Grozny, **INTERSOS** a soutenu le "Railway Hospital".



1999

NICARAGUA

Suite à la dévastation causée par l'ouragan Mitch, **INTERSOS** est intervenue dans la région de Chinandega par le biais de programmes de sécurité alimentaire et de soutien à la reconstruction.



1998

ANGOLA

L'intervention d'**INTERSOS** en Angola a commencé par des projets de sécurité alimentaire, la distribution de kits d'hygiène et de produits de première nécessité, des programmes pour le retour des personnes déplacées et des activités de déminage.



1997

ALBANIE

INTERSOS a commencé son intervention en Albanie, en se concentrant sur la distribution de la nourriture et des produits de première nécessité, la réhabilitation et l'équipement d'hôpitaux et de centres de santé, la réhabilitation d'écoles, de routes rurales et de bâtiments publics.



1996

UNITÉ DE LUTTE CONTRE LES MINES

L'unité de lutte contre les mines a été créée, d'abord en Bosnie, ensuite en Angola, en Afghanistan et en Irak, pour les activités humanitaires de déminage.



2000

ERITRÉE

INTERSOS a ouvert une mission en Érythrée pour répondre à l'urgence de la sécheresse.



2001

AFGHANISTAN

INTERSOS a lancé sa mission en Afghanistan pour aider la population par des programmes de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau et de traitement de la malnutrition.



2002

KOSOVO

Au Kosovo, **INTERSOS** a soutenu un programme de restauration et de reconstruction de trois mosquées et de conservation des fresques de plusieurs églises orthodoxes.



2003

IRAK

INTERSOS a commencé son intervention en Irak par des projets d'aide au rapatriement des réfugiés irakiens d'Iran et d'Arabie saoudite, de réhabilitation des centres médicaux à Bagdad, de projets de déminage et de *suivi de la protection*⁹.



1992-2023

2007

PAKISTAN

INTERSOS a complété le projet d'aide aux réfugiés afghans au Pakistan et aux communautés d'accueil par la distribution de nourriture et la réhabilitation de l'eau et des infrastructures sociales.



2006

SOUDAN DU SUD ET LIBAN

INTERSOS a ouvert sa première base au Soudan du Sud, à Bor, pour apporter de l'assistance et de la protection, et au Liban, pour aider la population des régions du Sud pendant et après le conflit avec Israël.



2005

SRI LANKA

INTERSOS a répondu au tremblement de terre et au tsunami catastrophiques de décembre 2004 par un projet de reconstruction à Mutur (dans le Nord-Est du pays).



2004

SOUDAN DU SUD ET TCHAD

INTERSOS a ouvert ses missions au Soudan et au Tchad pour soutenir les personnes fuyant le Darfour.



⁹ Le suivi de la protection implique la collecte, la vérification et l'analyse d'informations afin d'identifier les violations des droits humains et les risques de protection auxquels sont confrontées les personnes déplacées ou d'autres populations touchées par la crise.

b. Notre Histoire

2008

YÉMEN

Les opérations ont commencé au Yémen pour aider les réfugiés dans les camps et les victimes de la traite des êtres humains.



2009

MAURITANIE ET RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

INTERSOS a ouvert une mission en Mauritanie, à Boghé, pour soutenir le rapatriement des Mauritaniens qui ont fui à la fin des années 1980. L'intervention en République démocratique du Congo a également commencé.



2010

HAÏTI

INTERSOS a démarré une intervention d'urgence pour répondre aux besoins des victimes du violent tremblement de terre en Haïti qui a détruit la capitale Port-au-Prince.



2011

ITALIE

INTERSOS a lancé sa première intervention en Italie avec l'ouverture du Centre A28 à Rome, un centre de nuit pour les mineurs étrangers non accompagnés en transit vers l'Europe du Nord.



2015

NÉPAL ET LA ROUTE DES BALKANS

INTERSOS est intervenue au Népal, à Katmandou, suite au tremblement de terre. La même année, par le biais d'équipes itinérantes, elle a commencé à être active sur la route des Balkans afin d'aider les réfugiés en transit vers l'Europe du Nord.



2014

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

INTERSOS est intervenue pour la première fois dans le pays afin de venir en aide à la population touchée par la violence causée par le conflit interne.



2013

MOYEN-ORIENT ET PHILIPPINES

INTERSOS a intensifié sa réponse au conflit syrien au Moyen-Orient en soutenant les réfugiés syriens et les Libanais vulnérables. Elle est intervenue aux Philippines après le typhon Haiyan.



2012

JORDANIE

INTERSOS a ouvert une nouvelle mission en Jordanie afin de fournir de l'assistance humanitaire aux réfugiés syriens dans le pays.



2016

GRÈCE ET NIGÉRIA

INTERSOS a lancé son intervention en Grèce, par le biais d'équipes itinérantes dans les camps d'accueil installés entre Thessalonique et la frontière de la Macédoine du Nord, et a également entamé ses opérations au Nigeria, dans l'état de Borno, pour fournir un abri d'urgence et la sécurité alimentaire aux familles déplacées.



2017

ITALIE

Le centre INTERSOS24 a été créé à Rome pour offrir une protection aux femmes et aux mineurs migrants vulnérables, ainsi qu'une clinique médicale et des activités sociales pour la population résidente italienne et étrangère.



2018

LIBYE

INTERSOS a commencé son intervention en Libye par des projets de protection de l'enfance. Le centre INTERSOS de Tripoli est situé dans le quartier de Souq Al Jum'aa, une zone à forte concentration de migrants.



2019

SYRIE

a ouvert une mission en Syrie pour aider la population touchée par la guerre civile. Elle a entamé l'intervention au Niger, dans le domaine de la protection de l'enfance et de l'éducation d'urgence pour les réfugiés et les demandeurs d'asile.



1992-2023

2023

TCHAD

En 2023, dans le camp de Zabout, nous avons construit 10 000 abris et protégés des températures extrêmes de la région des milliers de personnes déplacées par le conflit.



2022

CRISE EN UKRAINE

INTERSOS s'est immédiatement mobilisée pour répondre à la crise ukrainienne, d'abord à la frontière, puis avec des opérateurs en Pologne, en Moldavie et en Ukraine même, pour fournir de l'assistance médicale, la protection et un soutien psychosocial.



2021

COVAX

INTERSOS a lancé son soutien à l'initiative COVAX pour la distribution équitable des vaccins Covid-19 dans le monde.



2020

COVID-19

Avec le déclenchement de la pandémie de Covid-19, INTERSOS a réajusté ses activités de projet dans toutes les missions et a lancé des programmes de réponse sanitaire d'urgence dans les pays d'intervention.



c. Focus: rapport sur l’empreinte carbone, notre engagement en faveur de la durabilité environnementale dans les activités humanitaires

Pour ce qui est des émissions totales de carbone, **INTERSOS** a produit 22 000 tonnes de CO2 en 2022. C’est ce qui ressort du rapport sur l’empreinte carbone, un outil nécessaire à **INTERSOS** pour orienter les choix environnementaux et guider le développement de solutions sur mesure pour réduire les émissions de carbone, tout en s’attaquant au problème mondial du changement climatique. La publication de ce rapport est un acte de transparence qui renforce notre engagement dans la lutte contre le changement climatique et l’impact environnemental direct et indirect de nos activités.

Sur les 23 pays où nous sommes présents, 14 figurent parmi les 60 pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Au Sahel, en Afghanistan et au Moyen-Orient, le changement climatique est une cause supplémentaire de déplacement forcé, exacerbe les conflits pour l’appropriation des ressources naturelles et affaiblit la résilience des communautés. Dans le même temps, ces communautés sont celles qui ont le plus besoin de soutien pour s’adapter aux dynamiques actuelles. Conscient de la gravité des facteurs environnementaux du changement climatique, **INTERSOS** assumera ses responsabilités dans deux directions complémentaires : le renforcement de la résilience des populations affectées et la réduction des impacts négatifs de ses activités.

À cet égard, guidés par notre politique environnementale établie en 2019, nous intégrons activement la durabilité dans notre chaîne d’approvisionnement, notre logistique et la gestion de nos installations. Nous pensons qu’une logistique durable est essentielle à une réponse humanitaire efficace et nous nous engageons à innover en permanence, à collaborer et à former nos employés afin de réduire davantage nos émissions et de soutenir le bien-être des communautés que nous servons.

L’Organisation prend des mesures significatives pour minimiser l’impact environnemental des opérations d’**INTERSOS** et construire un avenir plus résilient. Ces mesures comprennent : l’application de méthodologies de comptabilisation de l’empreinte carbone dans l’ensemble de nos opérations mondiales, la définition d’objectifs ambitieux de réduction des émissions pour nos véhicules, l’optimisation des itinéraires et des opérations d’entreposage afin de minimiser les émissions dues au transport, la priorisation de l’approvisionnement local en biens et services afin de réduire les distances et les émissions de carbone qui en résultent, ainsi que l’investissement dans des solutions d’énergie renouvelable.

L’adoption d’outils opérationnels pour réduire l’impact environnemental de chaque projet, tels que NEAT+, s’inscrit dans cette approche. De plus, pour mieux répondre aux impacts des changements environnementaux sur les crises humanitaires, l’Organisation veillera à intégrer des objectifs spécifiques et mesurables dans sa programmation 2025-2027.

Ce projet a été développé en coopération avec HELP Logistics, une organisation fondée par la Fondation Kühne pour régler des problèmes spécifiques dans le domaine de la logistique humanitaire et de la gestion de la chaîne d’approvisionnement par le biais de partenariats de projets et de programmes.

VEUILLEZ
CONSULTER
LE RAPPORT



INTERSOS
RAPPORT ANNUEL 2023



d. Notre Gouvernance

L'Assemblée des Membres

L'Assemblée des membres est l'organisme statutaire qui délibère sur l'orientation générale des activités en vue de la réalisation des objectifs de l'organisation, approuve les états financiers et le bilan social, élit et révoque les membres du Conseil d'administration, du Conseil des prud'hommes et de l'Organisme de contrôle. L'Assemblée générale ordinaire est convoquée au moins une fois par an pour l'approbation des états financiers de l'année précédente, le renouvellement éventuel du bureau et la présentation du budget de l'année en cours.

Au 31 décembre 2023, l'Assemblée des membres d'**INTERSOS** est composée de 35 membres. Les membres d'**INTERSOS** sont classés en Membres fondateurs, qui ont participé à la création d'**INTERSOS** en signant l'acte correspondant, en Membres honoraires, qui ont contribué par des actes pertinents au développement d'**INTERSOS** et de ses activités ainsi qu'à la diffusion et à la défense de ses principes humanitaires, et en Membres ordinaires. En 2023, l'Assemblée des membres s'est réunie en juin pour approuver les états financiers.

Le Conseil d'Administration

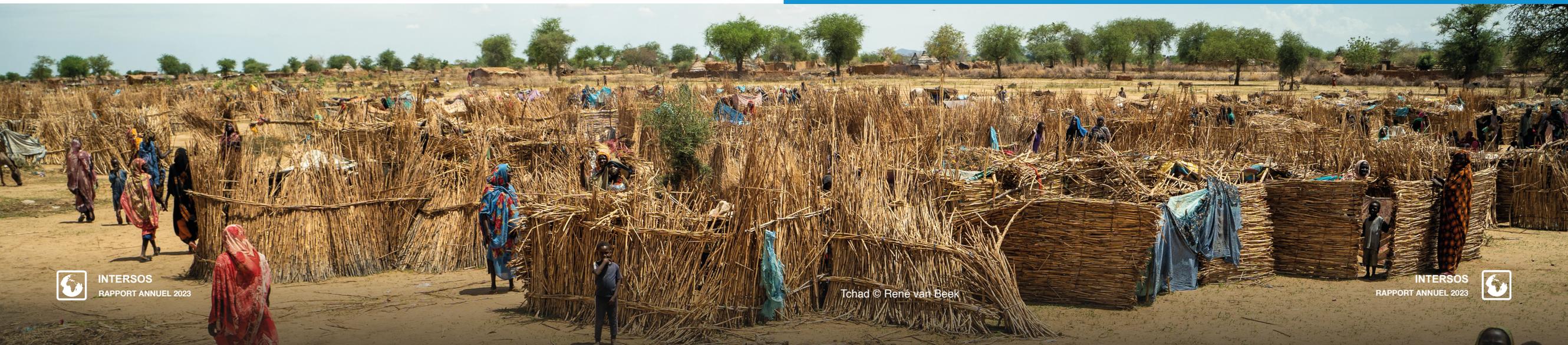
Le Conseil d'administration prend les mesures nécessaires et appropriées pour la réalisation des objectifs de l'association, selon les directives de l'Assemblée. Il se compose d'un minimum de sept et d'un maximum de neuf membres du Conseil, y compris le Directeur Général, et se réunit au moins trois fois par an.

Les membres fondateurs participent de droit aux réunions du Conseil d'administration avec un pouvoir consultatif et de proposition. Le Conseil d'administration peut se prévaloir du soutien d'autres personnes, également non-membres, qui se distinguent par leur professionnalisme, leur expérience et l'affirmation de principes humanitaires, afin de les impliquer de manière permanente pendant toute la durée du Conseil lui-même ou de temps en temps avec le rôle d'experts et la fonction de fournir des avis et des suggestions, sans droit de vote. Il n'y a pas plus de deux experts permanents.

Au 31 décembre 2023, le Conseil d'administration d'**INTERSOS** est composé de sept membres ayant droit de vote et s'est réuni cinq fois au cours de l'année.

Composition du Conseil d'administration d'INTERSOS au 15.06.2024

1. Mamadou Ndiaye	Président
2. Konstantinos Moschochoritis	Directeur Général
4. Antonio Donini	Membre
5. Roberta Canulla	Membre
6. Lilla Florà	Membre
7. Alberto Angelici	Membre
8. Davide Gallotti	Membre
9. Nino Sergi	Président émérite, membre fondateur ayant pouvoir consultatif
10. Amedeo Piva	Membre fondateur ayant pouvoir consultatif
11. Tineke Ceelen	Expert permanent
12. Apostolos Veizis	Expert permanent



L'Organe de Contrôle

L'Organe de contrôle est chargé de veiller au respect de la loi et des statuts et au respect des principes de bonne administration, ainsi que l'adéquation de la structure organisationnelle, administrative et comptable et son fonctionnement effectif. Il est également chargé de contrôler le respect des finalités civiques, solidaires et d'utilité sociale ; de certifier que le bilan social est établi conformément aux directives ; de mettre en évidence auprès du Conseil d'Administration les situations de conflit d'intérêts dans lesquelles le directeur général peut se trouver ; de transmettre au Conseil d'administration les recommandations et les indications jugées opportunes pour la correction et la transparence de l'action de l'association et pour la cohérence des activités avec les finalités statutaires.

L'Organe de contrôle reste en fonction pendant trois ans et ses membres peuvent être reconduits dans leurs fonctions pour un maximum de trois mandats consécutifs. L'Organe de contrôle d'**INTERSOS** a été nommé lors de l'Assemblée Générale du 28 juin 2023 et se compose de trois membres titulaires et de deux suppléants, avec des exigences d'honorabilité, de professionnalisme et d'indépendance, nommés par l'Assemblée.

Composition de l'Organe de contrôle d'INTERSOS au 15.06.2024

1. **Giampaolo De Simone** - membre titulaire
2. **Raffaele Del Vecchio** - membre titulaire
4. **Angelo Chiocchi** - membre titulaire
5. **Maria De Angelis** - membre suppléant
6. **Patrizia Vezzosi** - membre suppléant

Le Collège des Arbitres

Le Collège des Arbitres est chargé d'œuvrer au règlement et à la résolution de tout litige survenant entre les organes de l'association et dans le cadre des relations entre l'association et la structure opérationnelle. Le Collège des arbitres a été nommé lors de l'Assemblée Générale du 28 juin 2023 et se compose de trois membres:

1. **Davide Berruti**
2. **Alda Cappelletti**
4. **Luciano Costantini**



Organe de Surveillance

L'Organe de surveillance est un organe prévu par le décret législatif 231/2001 (Italie) sur la "responsabilité administrative des entreprises et entités". Cet organe est un organe nommé "de manière autonome" par le conseil d'administration. L'Organe de Surveillance a pour mission, au regard du Modèle d'Organisation émis par l'Organe, de contrôler en permanence:

- sur son respect par tous les destinataires;
- sur l'efficacité effective de la prévention de la commission de crimes;
- sur la mise en œuvre des dispositions qui y sont contenues;
- sur sa mise à jour, en cas de nécessité d'adaptation du Modèle en raison de changements intervenus dans la structure et l'organisation de la société ou dans le cadre réglementaire de référence.

L'Organe de Surveillance a été élu par le Conseil d'Administration du 13 juin 2023 et est composé de:

1. **Giampaolo de Simone**
2. **Gabriele Zito**
3. **Paolo Tartaglia**

Le Conseil Consultatif

Le conseil consultatif d'**INTERSOS** est composé de personnes qui partagent nos valeurs et notre engagement humanitaire, et mettent volontairement leurs compétences et leur professionnalisme au service d'**INTERSOS**. En 2023, le conseil consultatif d'**INTERSOS** est composé de:

1. **Enrica Costantini**
2. **Raffaele Costantino**
3. **Nerina di Nunzio**
4. **Nancy Earle**
5. **Andrea Lanzone**
6. **Laura Maywald**
7. **Marco Momigliano**
8. **Paolo Petrocelli**
9. **Giulia Pigliucci**
10. **Andrea Schiavoni**



f. Les Personnes

Notre personnel est composé de personnes compétentes et passionnées, animées par le désir d'apporter leur contribution à l'aide aux personnes en détresse. Ce sont des professionnels ayant une expérience des contextes de crise humanitaire, capables de gérer des projets complexes et des ressources humaines. Ils s'engagent chaque jour à répondre aux besoins des personnes que nous aidons, dans le respect des procédures et des protocoles internationaux.



**Konstantinos
Moschochoritis**

Directeur Général

Né en 1963 à Patras, en Grèce, il est le Directeur Général d'**INTERSOS** depuis 2016. Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur électricien, il œuvre dans le domaine humanitaire depuis 1995. Il a travaillé comme ingénieur logistique et Chef de Mission dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. De 2007 à 2013, il a été le Directeur Général de Médecins Sans Frontières (MSF) Italie.



**Mamadou
Ndiaye**

Président

Mamadou Ndiaye, expert en affaires humanitaires, représentant d'**INTERSOS** à Dakar et président en exercice de l'organisation. Il a travaillé au sein de l'ONG sénégalaise OFADEC en tant que directeur exécutif ; il a également été membre du conseil d'administration d'ICVA, de SPHERE International et de HAP (Humanitarian Accountability Partnership).



**Nino
Sergi**

Président Honoraire

En 1992, il a été l'un des fondateurs d'**INTERSOS**, dont il a été le Secrétaire Général, puis le Président jusqu'en 2015. Diplômé en philosophie, il a effectué sa première mission au Tchad à l'âge de 23 ans. En 1974, il a commencé sa carrière syndicale avec la CISL qui, après une expérience auprès d'une usine, l'a amené à travailler sur les politiques de migration et de coopération et à fonder l'ISCOS, l'Institut syndical de coopération au développement.

Martin Rosselot	Directeur du département des programmes
Sergio Vecchiarelli	Directeur du département des finances
Magda Bellù	Directrice du département des ressources humaines
Giovanni Visone	Directeur du département de la communication et de la collecte de fonds
Filipe Louraço Costa	Directeur du département de la logistique et de l'approvisionnement
Riccardo Mioli	Directeur régional pour le Moyen-Orient
Andrea Dominici	Directeur régional du Bureau des urgences
Papy Kabwe	Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest
Andrea Martinotti	Directeur régional pour l'Afrique centrale et orientale
Cesare Fermi	Directeur régional pour l'Europe
Alda Cappelletti	Conseiller humanitaire principal
Letizia Becca	Responsable de l'unité médicale
Christina Nisha	Chef de l'unité de protection
Chiara De Stefano	Coordinatrice de la communication et du service de presse
Ilaria Moriconi	Coordinatrice de la collecte de fonds
Luciano Costantini	Chef de l'unité de contrôle des subventions et de conformité
Paolo Tartaglia	Auditeur interne
Romano Zampetti	Conseiller en sécurité globale
Miro Modrusan	Représentant à Genève et conseiller politique

(données au 31.05.2024)

4. RESSOURCES HUMAINES

Les chiffres de 2023¹⁰



Le nombre total de membres du personnel du siège et du personnel étranger est de 3 835, répartis comme suit:

Effectif total du siège: **87** personnes, dont **28** appartenant à des bureaux régionaux¹¹

Effectif total de la mission en Italie: **90**

Effectif total d'appui à la collecte de fonds: **4**

Total des consultants et du personnel d'appui: **4**

Effectif total de la mission internationale: **195**

Effectif total des missions nationales: **3.455**

Détails du Contrat:

Nombre de salariés ayant un contrat à durée indéterminée (hommes et femmes): **41**



Nombre de salariés ayant un contrat à durée déterminée (hommes et femmes): **11**



Nombre d'employés ayant un contrat occasionnel (hommes et femmes): **238**



Nombre de consultants avec TVA (hommes et femmes): **20**



Nombre de consultants/personnel d'appui (hommes et femmes): **8**



Nombre de salariés sous contrat local (hommes et femmes): **3.517**



¹⁰ Données au 31.12.2023 en *Équivalent temps plein*

¹¹ Le personnel régional fait référence au personnel des bureaux régionaux d'INTEROS : Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et de l'Est, Moyen-Orient, Bureau régional d'urgence. Les quatre bureaux régionaux sont basés à Amman, Dakar, Nairobi et Rome.

Age moyen: **39 anni**

Nombre de bénévoles actifs (amitié): **11**

Nombre de volontaires du service civique: **4**



a. Activités de Formation

En 2023, la consolidation et la croissance des activités de développement et de formation du personnel se sont poursuivies, confirmant la tendance des années précédentes. En particulier, la formation initiale (*induction* en anglais) destinée à chaque nouveau membre du personnel rejoignant **INTERSOS** a été renforcée, sur une base mensuelle et pour une durée d'une semaine. Cette formation initiale a pour objectif de familiariser le personnel nouvellement recruté, dès le premier jour, avec l'approche humanitaire de l'Organisation, tout en lui permettant de se familiariser avec ses principales politiques administratives et pratiques opérationnelles. En 2023, 239 nouveaux agents ont participé à cette formation, dont 40 agents nationaux.

En plus de l'initiation, une formation plus structurée sera dispensée en 2023 à l'ensemble du personnel d'**INTERSOS**, qui sera promu à des postes de plus grande responsabilité, principalement à des postes de coordination au sommet, tels que les directeurs régionaux, les chefs de mission ou les coordinateurs financiers.

Conformément à une approche de formation continue et dans le but d'aider le personnel à mettre à jour ses compétences professionnelles, **INTERSOS** continue d'investir dans des activités de formation de qualité dispensées par des organismes externes. En 2023, environ 700 heures de formation externe ont été dispensées à 30 membres du personnel, sur une variété de sujets tels que les subventions, la protection, le MEAL, l'environnement et le développement durable. Parmi ces heures, 416 ont été fournies par Umanaforma, par le biais du mécanisme de formation financée (INPS).

D'autre part, dans le domaine de la formation interne du personnel, organisée directement par **INTERSOS** pour son personnel sur la base des besoins de formation spécifiques identifiés, environ 200 heures de formation sur le terrain ont été dispensées en 2023 dans différentes missions, dans des secteurs cruciaux pour le travail de l'Organisation tels que la protection, la santé et la nutrition, la localisation, la sécurité.

Les activités de développement du personnel et de renforcement des capacités ont également impliqué la mise en œuvre d'outils de cartographie des talents en ligne, c'est-à-dire l'identification du personnel à accompagner dans le développement des compétences au sein de chaque département. Ces outils visent à organiser des parcours de développement professionnel qui incluent des activités de formation spécifique, y compris, pour le personnel du siège, la possibilité de passer des périodes à l'étranger pour travailler dans des missions afin de partager des expériences et des bonnes pratiques avec d'autres collègues d'**INTERSOS** sur le terrain. En 2023, 40 collègues ont pu bénéficier de cette opportunité.

Toujours dans le cadre du renforcement des compétences, un atelier en présentiel sur la *Protection communautaire* a été organisé en mai 2023 à Dakar à l'attention du personnel interne.



5. TRANSPARENCE ET CONTRÔLE INTERNE

L'Organisation est actuellement soumise au contrôle de trois organismes indépendants:

- **L'Organisme de contrôle**, composé de trois professionnels extérieurs à l'Organisation, agréés en tant qu'auditeurs, comptables et juristes.
- **L'Organisme de surveillance**, également composé de trois membres et présidé par un auditeur professionnel agréé et un expert de la loi 231.
- **L'auditeur interne**, dont l'indépendance est renforcée par le fait qu'il rend compte directement au Conseil d'administration et ne figure pas dans l'organigramme de l'Organisation.

Les activités humanitaires dans les pays d'intervention font l'objet d'audits annuels et d'audits réalisés par des auditeurs externes contractés directement par les bailleurs de fonds d'**INTERSOS**. En 2023, **INTERSOS** a reçu 78 audits de projets dans 19 pays.

Depuis plusieurs années, l'Organisation dispose d'un modèle d'organisation, de gestion et de contrôle conformément au décret législatif italien n° 231. La révision de ce modèle a débuté en 2023 et s'achèvera en 2024.

Par ailleurs, en 2023, **INTERSOS** a adopté un cadre réglementaire (Safeguarding Framework) qui définit l'approche d'**INTERSOS** face à d'éventuelles fautes, violences ou préjudices non seulement de la part du personnel de l'Organisation mais aussi de toutes les personnes impliquées dans ses activités (fournisseurs, collaborateurs, bénéficiaires, communautés locales, etc.).

Le Cadre de protection est un ensemble de 12 documents qui reflètent l'engagement d'**INTERSOS** à appliquer le principe de tolérance zéro dans les cas d'abus et de non-conformité. L'objectif est de prévenir tout type d'inconduite ou d'abus, mais aussi, si cela se produit, de veiller à ce que chacun sache comment signaler et traiter de tels cas en temps opportun. Ce cadre garantit la protection des personnes signalant des cas d'abus et prévoit des sanctions pour les contrevenants.

Les documents inclus dans le cadre sont les suivants : le Code de conduite d'**INTERSOS** ; la Politique de prévention de l'exploitation sexuelle, des abus et du harcèlement ; la Politique de protection de l'enfance ; la Politique de dignité sur le lieu de travail ; la Politique d'égalité des chances ; la Politique de lutte contre les formes modernes d'esclavage ; la Politique d'éthique de l'image ; la Politique de dénonciation ; la Politique sur les conflits d'intérêts ; la Politique de protection des données personnelles ; la Politique environnementale ; la Politique sur les conséquences d'une mauvaise conduite.

Le nouveau Code de conduite est contraignant pour l'ensemble du personnel. Il sera signé lors de l'entrée en fonction et implique la prise d'un certain nombre d'engagements. Il s'agit notamment des principes humanitaires d'impartialité, de neutralité, d'indépendance et d'humanité.

La procédure d'**INTERSOS** pour les dénonciations et les enquêtes internes vise à :

- donner à tous les collègues et employés la possibilité de soumettre des plaintes ;
- apporter des solutions aux problèmes signalés et recevoir un retour d'information sur les mesures prises ;
- rassurer l'ensemble du personnel sur la réponse qu'il peut attendre lorsqu'il soulève un problème ;
- rassurer tous les membres du personnel quant au fait qu'ils seront protégés contre d'éventuelles représailles s'ils révèlent un problème.

Les types de comportement à signaler sont notamment les suivants:

- le non-respect des normes de sauvegarde individuelles. Cela inclut la prostitution, tous les cas d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels, l'abus, l'exploitation et le harcèlement d'enfants, les formes modernes d'esclavage ou de traite des êtres humains;
- les irrégularités financières, y compris la fraude, la corruption, le vol, la mauvaise gestion financière, l'utilisation non autorisée de fonds, les délits informatiques, le financement d'activités ou d'organisations terroristes;
- la falsification de documents;
- une mauvaise gestion grave résultant d'une faute intentionnelle ou d'un comportement contraire à l'éthique (par exemple, la consommation d'alcool pendant les heures de travail);
- le non-respect des règles de sécurité;
- des actions ou des omissions dangereuses qui créent un risque pour la santé, la sécurité ou l'environnement;
- la corruption, le chantage ou l'extorsion;
- les conflits d'intérêts non déclarés.

Toutes les dénonciations seront traitées de manière professionnelle et confidentielle, et **INTERSOS** répondra rapidement et efficacement à toutes les questions soulevées. Le dénonciateur ou toute autre personne impliquée dans l'enquête interne ne fera l'objet d'aucune mesure de rétorsion. **INTERSOS** préservera la confidentialité de toutes les plaintes et protégera l'identité des dénonciateurs.

Les plaintes peuvent être envoyées:

- par mail à complaint@intersos.org;
- au numéro WhatsApp +39 3808970033;
- par courrier à l'attention de l'auditeur interne, **INTERSOS**, Via Aniene 26A, 00198 Rome, Italie;
- via le site web d'**INTERSOS**.



6. RESSOURCES FINANCIÈRES ET COLLECTE DE FONDS

Les chiffres de 2023

113.282.766 €

RÉSULTATS RECETTES TOTALES

98%

FRAIS DE MISSION

1%

FRAIS DE COLLECTE DE FONDS

12.998.683 €

FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DE BAILLEURS DE FONDS PRIVÉS

305.202 €

FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DES ENTREPRISES

846.848 €

FONDS COLLECTÉS PAR LES ÉGLISES

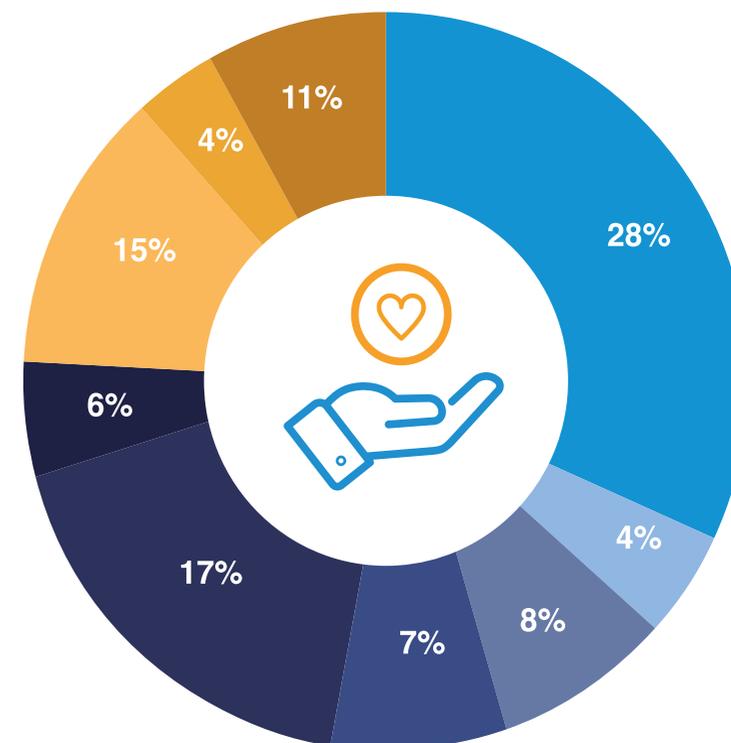
529

NOMBRE DE SIGNATURES 5X1000

Pour télécharger les États financiers 2023, le rapport de mission et le rapport de l'Organisme de contrôle, [VEUILLEZ UTILISER LE QR CODE](#)



Nos bailleurs de fonds



7. DOMAINES D'INTERVENTION



Protection

Dans les situations d'urgence humanitaire, nous sommes en première ligne pour assurer la protection physique et psychologique des personnes les plus vulnérables, avec une attention particulière pour les enfants et les femmes victimes de violence basée sur le genre.



Santé et Nutrition

Dans les situations d'urgence, nous assurons l'accès aux services médicaux primaires et secondaires essentiels, intervenons dans le traitement de la malnutrition par des thérapies nutritionnelles et soutenons le système de santé local.



Sécurité Alimentaire

Nous contribuons à couvrir les besoins fondamentaux des populations touchées en distribuant des denrées alimentaires de base, des semences et des outils agricoles pour la production alimentaire et l'autosuffisance.



Distributions et Abris d'Urgence

En cas de catastrophes naturelles ou de phases aiguës de conflits, nous intervenons le plus rapidement possible en distribuant des biens de première nécessité et des abris d'urgence.



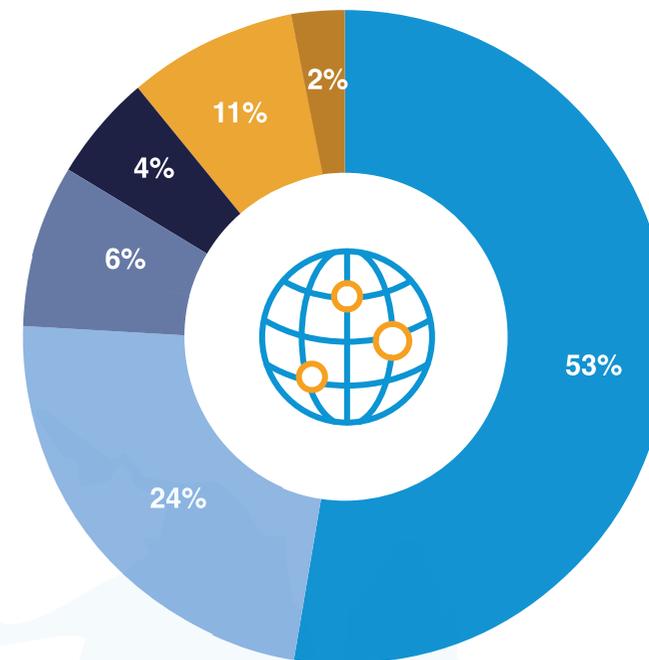
Éducation d'Urgence

Dans les contextes de crise, nous promovons le droit à l'éducation en construisant ou en reconstruisant des écoles, en formant des enseignants et en mettant en place des activités éducatives et récréatives.



Eau et Hygiène

Pour améliorer les conditions de vie des populations à risque, nous intervenons pour assurer l'approvisionnement en eau potable, construire des toilettes et former à leur bon usage par des campagnes de promotion de l'hygiène.



8. FOCUS: CONGRÈS HUMANITAIRE

Le Congrès humanitaire est un événement annuel, organisé par **INTERSOS**, dans le but de réfléchir ouvertement aux défis du présent, aux changements du système humanitaire et au rôle de notre Organisation au sein de celui-ci, en se concentrant toujours sur les raisons de notre engagement : les personnes que nous aidons et notre capacité à offrir des réponses adéquates et significatives à leurs besoins.

Le Congrès humanitaire consiste en des débats avec des experts et des professionnels concernant le monde humanitaire d'aujourd'hui et les défis de l'avenir.

La deuxième édition de l'événement, qui s'est tenue le 10 novembre 2023 à Rome, dans la Sala della Protomoteca au Campidoglio, a réuni des experts, des chercheurs et des praticiens du monde humanitaire. La Scuola Superiore Sant'Anna de Pise a été le partenaire académique de la deuxième édition du congrès. Ces derniers mois, les étudiants ont participé à des travaux de recherche sur des sujets liés à l'accès humanitaire, qui ont ensuite été présentés lors du congrès.

Au cours des dernières décennies, la gestion de l'aide humanitaire est devenue de plus en plus complexe. Les travailleurs humanitaires sont confrontés à des problèmes de sécurité de plus en plus difficiles, à un accès humanitaire réduit dans les pays touchés par une crise nécessitant des négociations avec de multiples groupes armés, à des obstacles politiques, administratifs et bureaucratiques, à des pressions sur les principes humanitaires, à des tendances de financement à la baisse malgré des besoins humanitaires croissants, et à bien d'autres obstacles. En 2023, le Congrès humanitaire s'est donc concentré sur les défis du monde humanitaire, en mettant l'accent sur les principes humanitaires, la localisation et l'accès.



INTERSOS  **S**
AIUTO IN PRIMA LINEA

CONGRESSO

UMANITARIO

**UNA MISSIONE
IMPOSSIBILE?**

Indipendente, imparziale,
neutrale: l'azione umanitaria
tra guerra, politica e bisogni
in aumento

© Christian Tasso

10 novembre
Sala della Protomoteca,
Musei Capitolini, Campidoglio

9. NOS MISSIONS





Afghanistan © Martina Martelloni/INTERSOS

Domaines d'intervention



AFGHANISTAN



2001

Première intervention
dans le pays

238.900

Personnes
touchées

9

Projets



9.685.978 €

Budget de l'activité

Malgré d'importantes améliorations en matière de sécurité, 2023 a été une année difficile pour l'**Afghanistan**. Aux prises avec les conséquences de décennies de conflits, de bouleversements politiques et de pauvreté chronique, le pays est confronté à une crise exacerbée par les catastrophes naturelles et caractérisée par un déclin économique et des défis humanitaires complexes.

Selon les estimations des Nations unies, 29,2 millions d'Afghans ont besoin d'une aide humanitaire cette année, soit plus des deux tiers de la population. Parmi eux, 17 millions connaissent une grave insécurité alimentaire, dont 3,4 millions sont en

situation d'urgence. Les tremblements de terre successifs, le rapatriement forcé par le Pakistan de 1,7 million d'Afghans sans papiers et la fermeture de centres de santé en raison de coupes budgétaires sont autant de difficultés supplémentaires. 17,6 millions de personnes ont besoin de soins de santé.

Les problèmes réglementaires et l'ingérence des autorités de facto ont entravé l'accès humanitaire, sapant les efforts déployés pour atteindre les zones reculées. En outre, l'accès des femmes et des jeunes filles aux services sociaux et éducatifs est devenu encore plus difficile.



Activités en évidence

En octobre 2022, les autorités afghanes ont imposé une interdiction au personnel féminin, qui ne peut plus travailler dans le secteur humanitaire. **INTERSOS** a été au premier plan des négociations avec les autorités locales, défendant le droit de travailler selon nos principes fondamentaux. Grâce à une approche stratégique et à un engagement inébranlable en faveur des droits des femmes, nous avons relevé efficacement ces défis en 2023. Notre approche s'est fortement concentrée sur le renforcement des capacités du personnel, les interventions communautaires et la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces efforts ont non seulement facilité la réintégration de nos employées, mais ont également permis aux femmes de représenter près de 50 % de notre personnel en Afghanistan.

Dans ce contexte, **INTERSOS** a continué à soutenir les communautés dans les provinces de Kaboul, Kandahar et Zabol, en se concentrant particulièrement sur les enfants, les mères, les personnes handicapées et les personnes âgées à risque, ainsi que sur les personnes déplacées et les réfugiés afghans qui sont rentrés dans le pays. Nous avons mené des activités dans le domaine de la protection, de la santé et de la nutrition, y compris la distribution de produits non alimentaires et d'une assistance économique aux personnes les plus vulnérables des communautés.

Nous avons notamment offert des conseils médicaux, des médicaments, des orientations vers des services spécialisés en cas de besoin, un soutien

au système de santé local pour les programmes d'immunisation, ainsi que des services de santé maternelle et infantile, d'urgence et de traumatologie. De plus, nos travailleurs humanitaires ont aidé les personnes dans le besoin par le biais de programmes nutritionnels pour les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes.

Enfin, en termes de protection, nous avons fourni une gestion de cas individuels, des services de santé mentale et de soutien psychosocial, un soutien aux survivants de la violence basée sur le genre, ainsi qu'un soutien économique et entrepreneurial. Des espaces sécurisés ont été créés pour les filles et les enfants afin de leur offrir un environnement sûr.

Résultats en évidence

557

survivants de violence basée sur le genre ont bénéficié d'activités de gestion de cas

7.063

enfants ont suivi le cours de vaccination de routine

616

accouchements assistés

5.801

enfants malnutris ont été hospitalisés et traités



Burkina Faso © Sofy Dia/INTERSOS

BURKINA FASO

Domaines d'intervention



2019

Première intervention
dans le pays

248.500

Personnes
touchées

14

Projets



3.420.302 €

Budget de l'activité

Le **Burkina Faso** est confronté à une crise causée par une insécurité généralisée, entraînant des déplacements de population, des violations des droits humains, un accès compromis aux moyens de subsistance et aux services sociaux de base tels que les soins de santé et la scolarisation. Plusieurs structures sanitaires sont fermées ou partiellement opérationnelles, privant près de 3,6 millions de personnes d'accès aux soins.

Parmi les pays les plus pauvres du monde, avec 7,3 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, le Burkina Faso connaît un nouveau déclin de ses deux principaux moyens de subsistance : l'agriculture et l'élevage.

Les chiffres sont alarmants : plus de 2 millions de personnes déplacées, 1,3 million de personnes menacées de malnutrition aiguë et près de 4,7 millions de personnes ayant un besoin urgent d'aide humanitaire.

Pour traiter et réduire les risques de protection liés aux déplacements massifs, **INTERSOS** a travaillé au renforcement des capacités des acteurs institutionnels, des partenaires et des communautés par le biais de sessions de formation axées spécifiquement sur la prévention de la violence basée sur le genre. Des sessions de sensibilisation ont été organisées pour les communautés d'accueil et les personnes déplacées afin d'améliorer leur com-



Activités en évidence

INTERSOS au Burkina Faso applique une approche communautaire de la protection. Cette approche permet aux communautés d'identifier les risques de protection et d'améliorer leur capacité à adopter des stratégies d'autoprotection durables qui réduisent les risques et les vulnérabilités. Dix agents de projet ont reçu une formation dans ce domaine et l'ont ensuite transmise à une trentaine d'agents communautaires dans la région orientale. Cela a permis de réduire le nombre total de cas de violence basée sur le genre, d'orienter les survivants vers des services spécialisés et d'intervenir en temps utile. En 2023, nous avons mené des consultations communautaires à Fada N'Gourma, Bogandé, Diapangou et Tibga.

préhension et leur connaissance des risques, des mesures préventives et des attitudes néfastes, et de les informer sur les services disponibles et la manière d'y accéder. Notre personnel a également fourni des services de soutien aux survivants de la violence basée sur le genre par la gestion de cas. Nous avons également fourni une assistance juridique pour l'obtention de documents officiels aux victimes de violence basée sur le genre et aux enfants.

Dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord, **INTERSOS** a construit des latrines et des points d'eau dans les écoles et les espaces amis des enfants. De plus, nous avons mené des sessions de soutien psychosocial dans des espaces sécurisés pour les enfants, distribué des kits de protection et soutenu l'accès aux documents d'état

civil.

La crise actuelle a entraîné l'effondrement du système de santé et a exacerbé la crise alimentaire, provoquant un grand nombre de cas de malnutrition chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes. **INTERSOS** a aidé les centres de santé au niveau du district à fournir des services de santé gratuits aux enfants et aux femmes enceintes et allaitantes. Nous avons soutenu les promoteurs de la santé communautaire et les accoucheuses traditionnelles pour assurer la prévention et le dépistage précoce des maladies courantes (telles que le paludisme et la malnutrition), la détection des complications pendant la grossesse et la sensibilisation des communautés aux bonnes pratiques d'hygiène et de nutrition.

Résultats en évidence



44.880

personnes ont bénéficié d'une assistance
économique

4.000

personnes ont bénéficié d'un accès à l'eau
potable

162

personnes souffrant de malnutrition
ont été soignées

1.159

kits d'hygiène ont été distribués aux filles



Cameroun © INTERSOS

CAMEROUN

Domaines d'intervention



2015

Première intervention
dans le pays



310.700

Personnes
touchées



10

Projets



3.997.244 €

Budget de l'activité

Au **Cameroun**, quelque 4,3 millions de personnes souffrent des effets des conflits et de la violence, des chocs climatiques et des épidémies. Le pays abrite près d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, un demi-million de réfugiés camerounais qui sont rentrés au pays et un demi-million de réfugiés et de demandeurs d'asile.

La crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest reste caractérisée par des violations et des abus des droits humains, des déplacements récurrents et des mouvements pendulaires dus à la peur de la violence entre les parties belligérantes. Dans les régions de l'Est, les centres de santé existants sont surchargés en raison de la crise des réfugiés

en République centrafricaine et de l'insuffisance des ressources humaines et matérielles. Dans la région de l'Extrême-Nord, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) a augmenté de près de 20 % en un an pour atteindre 454 000 personnes. La région accueille également près de 117 000 réfugiés nigériens.

L'équipe d'**INTERSOS** apporte son soutien aux réfugiés, aux personnes déplacées, aux rapatriés camerounais et aux communautés d'accueil. Nous sommes notamment intervenus dans le cadre d'activités visant à prévenir la violence basée sur le genre, en fournissant une assistance juridique, un soutien psychosocial et en sensibilisant les



Activités en évidence

INTERSOS a mis en œuvre un projet de santé mentale dans la division de Meme, une région anglophone du sud-ouest du Cameroun. Le projet ciblait les patients souffrant de psychose, d'épilepsie, de troubles liés à la consommation de drogues, de dépression, de tendances suicidaires, de troubles bipolaires, d'anxiété, de troubles mentaux chez l'enfant et l'adolescent. Nous avons soutenu 7 établissements de santé offrant des services de santé mentale en leur fournissant des médicaments et des primes pour les médecins généralistes et les agents de santé communautaires. Nous avons également fourni une assistance économique pour le transport des cas les plus graves vers les établissements de santé concernés.

communautés par le biais d'émissions de radio. Nous avons également formé des femmes et des filles pour leur permettre de lancer des activités génératrices de revenus. Notre équipe est également intervenue en engageant les hommes en tant qu'agents actifs du changement dans leurs communautés pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre, dans les départements du Logone et Chari, de Goulfey et du Logone Birni.

En outre, nous avons géré des cas d'enfants exposés à des risques de protection et assuré l'accès à l'enregistrement des naissances dans des centres de reconnaissance. Des activités psychosociales, récréatives et éducatives ont été organisées dans des espaces sécurisés pour les garçons et les filles.

INTERSOS s'est concentré sur des activités de soutien à la production agricole et à l'élevage à

travers la distribution de semences et d'outils agricoles, ainsi que des sessions de formation et de renforcement des capacités. Ces activités sont essentielles pour renforcer l'autonomie et la résilience de la population face à l'augmentation de l'insécurité alimentaire. Dans l'extrême nord, le sud et le nord-ouest du pays, nous avons distribué de la nourriture et offert une assistance économique pour l'achat de produits alimentaires. Des séances de sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles ont été menées.

En raison d'un accès limité à l'eau potable et d'installations inadéquates, le Cameroun est le théâtre d'épidémies récurrentes de choléra. **INTERSOS** intervient par la construction et la réhabilitation de puits, le suivi et le contrôle de la qualité de l'eau et la création de points d'eau, qui sont ensuite contrôlés par des comités communautaires.

Résultats en évidence



1.000

documents d'identification ont été produits et distribués aux enfants



6.887

familles ont reçu une assistance économique pour acheter de la nourriture



12.578

personnes ont eu accès à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates



Colombie © Martina Martelloni/INTERSOS

Domaines d'intervention



COLOMBIE



2019

Première intervention
dans le pays

8.800

Personnes
touchées

4

Projets



615.642 €

Budget de l'activité

Malgré la signature de l'accord de paix entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie en 2016, le pays reste confronté à une crise politique interne complexe. En 2023, le pays a connu une escalade des conflits entre les groupes armés, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de personnes déplacées.

La Colombie accueille en effet environ 2,9 millions de réfugiés et de migrants, qui éprouvent des difficultés à se nourrir, à se loger, à trouver un emploi et à accéder à l'aide au logement.

En 2023 seulement, près de 250 000 Colombiens ont été déplacés à l'intérieur du pays.

La Colombie est également sujette à de fréquentes catastrophes naturelles. La saison des pluies provoque souvent le débordement des rivières.

En 2023, l'intervention d'INTERSOS s'est concentrée sur l'accès immédiat à la protection et aux services de soins de santé primaires pour les personnes touchées par la crise, qu'il s'agisse de migrants ou de citoyens colombiens, principalement dans le Norte de Santander.



Activités en évidence

INTERSOS a apporté son soutien à la situation d'urgence provoquée par la tempête qui a frappé le département du Norte de Santander, plus précisément sur l'axe Cúcuta - Ocaña, dans la municipalité de Villa Caro. Les inondations ont provoqué le débordement de la rivière Tarra, emportant les habitations des villages d'El Tarrita et d'El Molino, affectant au moins 343 personnes (168 familles) des villages voisins. **INTERSOS** a réalisé des évaluations médicales et des services de premiers secours psychologiques pendant les deux jours où les personnes piégées par le glissement de terrain ont été extraites. Dans la période qui a suivi, nous avons fourni une assistance dans les abris ou les zones de transit pour les personnes affectées par la situation d'urgence.

Notre équipe a notamment proposé des consultations médicales générales ainsi que des consultations de santé sexuelle et reproductive pour les femmes enceintes et allaitantes (échographies, dépistage de l'anémie, tests urinaires rapides et VIH/syphilis). Nous avons également offert des services de protection, y compris la gestion de cas, l'assistance juridique et psychologique. Nous avons fourni un soutien financier aux personnes particulièrement vulnérables pour leur permettre d'accéder à des services de santé qui n'étaient pas gratuits. Les équipes de protection en Colombie et au Venezuela ont travaillé en étroite collaboration tout au long de l'année, parvenant à effectuer des transferts binationaux de cas particulièrement vulnérables, notamment de mineurs sans papiers, entre l'État d'Arauca en Colombie et l'État d'Apure

au Venezuela.

Toutes les activités ont été menées par le biais d'un mode de fonctionnement direct et mobile afin d'atteindre les communautés et les individus dans les zones difficiles d'accès, mal desservies, négligées et marginalisées. Les équipes mobiles étaient composées d'un médecin, d'un gynécologue ou d'une sage-femme, d'une infirmière et d'une aide-soignante, d'un gestionnaire de cas, d'un juriste et d'un psychologue. Elles ont également travaillé sur des mesures préventives en organisant des sessions de sensibilisation aux soins de santé sexuelle et reproductive, à la violence basée sur le genre et aux risques liés à la protection de l'enfance.

Résultats en évidence

819

personnes ont bénéficié de conseils et d'une assistance juridique

721

personnes ont reçu des conseils en matière de santé sexuelle et reproductive

3.241

personnes ont bénéficié de consultations de soins primaires



Grèce © Martina Martelloni/INTERSOS

GRÈCE

Domaines d'intervention



2016

Première intervention
dans le pays

6.800

Personnes
touchées

4

Projets



155.105 €

Budget de l'activité

La Grèce est à la fois un point de transit et une destination finale pour un grand nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de migrants. Depuis 2014, la route de la Méditerranée orientale est l'un des principaux itinéraires empruntés par les migrants qui se rendent en Europe depuis le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie. À ce jour, plus de 1,28 million de migrants sont arrivés en Grèce par les frontières terrestres et maritimes. En 2023 seulement, 41 561 réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Grèce par la mer.

Les besoins humanitaires de ces personnes restent critiques. Nombre d'entre elles sont contraintes de rester pendant de longues périodes dans

des camps et des centres surpeuplés, dans des conditions inhumaines, tandis que des milliers de personnes luttent pour obtenir un logement convenable, des soins de santé et une éducation.

En 2023, nous avons participé au projet HELIOS, qui vise à promouvoir l'intégration dans la société grecque des personnes bénéficiant d'une protection internationale et temporaire. Nous visons à accroître leur autonomie en les aidant à trouver un logement et en leur proposant des cours de grec, une aide pour leur insertion professionnelle et des conseils en matière d'emploi. Nous sensibilisons également la communauté locale afin de promouvoir la cohésion sociale.



Activités en évidence

INTERSOS a lancé une intervention de santé mentale et de soutien psychosocial à Lesbos en 2021. Le projet a soutenu les personnes qui montrent des signes de détresse psychologique, qui sont des survivants de la violence basée sur le genre et/ou qui sont les seuls ou les principaux aidants d'un membre de la famille dépendant. L'équipe de santé mentale d'INTERSOS HELLAS, composée de psychologues, de gestionnaires de cas et d'officiers de protection, a veillé à ce que le programme de santé mentale adopte une approche holistique et fondée sur les droits. 227 personnes ont bénéficié du soutien de ce projet en 2023.

De plus, depuis décembre 2021, nous avons mis en œuvre le programme « Food for all » (nourriture pour tout le monde) afin de répondre aux besoins alimentaires des groupes de migrants et de réfugiés les plus vulnérables vivant à Athènes et d'assurer leur sécurité alimentaire.

INTERSOS HELLAS, participe au programme: "#Together" visant à soutenir les réfugiés et les migrants vivant en Épire dans l'acquisition d'outils, d'informations et de ressources pour les aider à s'intégrer dans le marché du travail. Dans le cadre de ce programme, des sessions d'information sont organisées dans les structures d'accueil, ainsi que des ateliers spécialisés sur la rédaction de CV, la délivrance de documents et l'environnement de travail en Grèce. Notre personnel propose égal-

ement des séances de conseil pour la préparation aux entretiens d'embauche et la recherche de postes disponibles, tout en favorisant le lien entre les entreprises et les employés. Ces activités sont renforcées par l'utilisation d'un outil en ligne qui permet aux employeurs de trouver des candidats adéquats et aux demandeurs d'emploi de postuler à des postes disponibles.

Enfin, nous mettons en œuvre le projet "Protection for all minors" (protection pour tous les mineurs), qui offre un soutien complet aux mineurs non accompagnés vivant en Grèce dans des conditions précaires ou sans abri. Nous les informons, les soutenons et leur donnons les moyens de quitter des conditions de vie précaires pour trouver un logement convenable.

Résultats en évidence

4.763

personnes ont reçu de la nourriture

748

mineurs non accompagnés ont bénéficié de services de protection

462

bénéficiaires de la protection internationale et temporaire ont reçu une aide au logement



Irak © Christian Tasso

IRAK

Domaines d'intervention



2003

Première intervention
dans le pays



94.400

Personnes
touchées



10

Projets



9.299.286 €

Budget de l'activité

On prévoit qu'en 2024, l'Irak comptera plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays. La plupart de ces personnes déplacées ne vivent pas dans des camps, mais dans des quartiers informels, dont 9 % vivent dans des conditions de logement précaires. Les restrictions de circulation, la peur et le manque de moyens de subsistance les empêchent de retourner dans leur territoire d'origine.

En 2023, les camps de déplacés de Ninewa, y compris Jeddah 5, ont été fermés soudainement, sans préparation adéquate ni plan de réinstallation. Des centaines de familles ont ainsi été confrontées à d'énormes difficultés pour assurer des

conditions de vie sûres. Dans son travail, **INTERSOS** continue d'accorder la priorité au soutien des personnes déplacées et des rapatriés irakiens, aux personnes dont la situation est particulièrement complexe, aux épouses et aux enfants des personnes présumées affiliées à l'ISIL qui sont actuellement portées disparues ou en détention, ainsi qu'aux minorités ethniques et religieuses (y compris les communautés yézidiennes).

En Irak, **INTERSOS** est l'un des principaux acteurs humanitaires dans le secteur de la protection. Dans le domaine de l'assistance juridique, nos équipes fournissent des services de sensibilisation, de conseil, d'assistance et de représentation pour



Activités en évidence

En Irak, **INTERSOS** soutient la mise en œuvre de la politique d'intégration des réfugiés dans les écoles en proposant des cours de kurde aux étudiants, aux enseignants et aux assistants, ainsi que des cours de rattrapage. **INTERSOS** aide les enfants réfugiés à s'inscrire et à s'intégrer dans le système scolaire national. De plus, nous œuvrons afin de renforcer la cohésion sociale parmi les étudiants en facilitant les groupes d'étude impliquant des enfants de différentes communautés (réfugiés et communauté d'accueil) qui s'entraident pour faire leurs devoirs.

l'obtention de documents civils et juridiques. De plus, nos travailleurs humanitaires fournissent des services d'aide sociale aux enfants, aux victimes de violence basée sur le genre et aux personnes ayant des besoins particuliers, y compris un soutien psychosocial et des services de santé mentale. Conformément à notre stratégie de localisation, nous soutenons divers acteurs nationaux et internationaux ainsi que les autorités locales dans le but de renforcer leurs capacités dans le domaine de la protection.

INTERSOS développe ses programmes éducatifs dans les camps de personnes déplacées de la région du Kurdistan, dans les zones urbaines et dans les régions mal desservies de l'Irak fédéral. Nous assurons l'accès à une éducation de qualité à l'intérieur et à l'extérieur des camps en formant directement les enfants, en facilitant les cours pour les enfants non scolarisés et en fournissant du ma-

ériel éducatif. Nous soutenons la mise en œuvre de la politique d'intégration de l'éducation des réfugiés (REIP) en République kirghize. En intégrant l'éducation et la protection des enfants, et en promouvant l'engagement communautaire, nous visons à améliorer le bien-être des enfants de manière globale. En outre, nous menons des initiatives de plaidoyer au niveau national et local pour faciliter l'accès des enfants à l'éducation.

En 2023, nous avons également mené des interventions dans le secteur de la santé dans les gouvernorats de Ninewa et de Salah Al-Din. Nos projets visaient à améliorer l'accès aux services de santé essentiels, en particulier ceux liés à la santé mentale, aux maladies non transmissibles, à la santé sexuelle et reproductive, à la prévention et au contrôle des infections, aux soins aux personnes âgées et aux soins obstétricaux et néonataux de base.

Résultats en évidence



28.781

personnes ont bénéficié d'une assistance juridique, de conseils et d'une représentation



6.387

enfants ont bénéficié d'activités d'éducation formelle et non formelle



47.139

personnes ont bénéficié d'une consultation médicale



Iran © INTERSOS

Domaines d'intervention



IRAN



2022

Première intervention dans le pays



14.000

Personnes touchées



7

Projets



981.319 €

Budget de l'activité

L'Iran, pays voisin de l'Afghanistan, accueille l'une des plus grandes communautés de réfugiés au monde. Selon les dernières données disponibles, 4,5 millions de personnes ont cherché refuge dans le pays, principalement des Afghans. Malgré les politiques gouvernementales visant à les intégrer, l'insuffisance des documents d'identité pose plusieurs obstacles aux réfugiés afghans en matière d'accès aux soins médicaux, à l'éducation et aux perspectives d'emploi.

Ces dernières années, en Iran, l'impact combiné de la pandémie de COVID-19, des sanctions économiques unilatérales et de l'inflation élevée a contribué à un cycle de pauvreté auto-entretenu qui

laisse de nombreux Afghans, ainsi que des Iraniens, dans l'incapacité de répondre à leurs besoins fondamentaux.

INTERSOS opère dans le pays exclusivement par l'intermédiaire de partenaires locaux dans le but de faciliter un accès de qualité aux services de santé, de protection et d'éducation pour les populations afghanes vulnérables, avec ou sans papiers, et pour les communautés iraniennes d'accueil.

En 2023, INTERSOS a soutenu le système de santé de la province de Téhéran en réhabilitant quatre établissements de santé et en fournissant des équipements médicaux pour assurer une meilleure



Activités en évidence

En 2023, un espace protégé pour les garçons et les filles, équipé d'une aire de jeux dynamique, a été créé au sein d'un établissement de santé dans la province de Téhéran, le comté de Shahriar, pour les activités récréatives de 982 enfants. L'objectif de cette aire de jeux est double : offrir aux parents un espace sûr où ils peuvent laisser leurs enfants pendant qu'ils reçoivent des conseils sur leurs problèmes de santé, et permettre au personnel INTERSOS de mener des activités de conseil et de gestion de cas pour les enfants. Cette intégration des activités de protection de l'enfance dans les activités de santé est unique en Iran.

qualité des services médicaux dans ces établissements.

Dans cette même province, nous avons apporté une assistance économique pour permettre l'accès aux services de santé payants en réorientant 1 638 personnes vulnérables vers des services spécialisés. Dans les structures de santé que nous soutenons, des points focaux ont été identifiés pour repérer les patients présentant des vulnérabilités particulières, s'assurer que les procédures médicales nécessaires sont effectuées et ensuite, sur la base de critères de vulnérabilité et de morbidité, orienter les patients vers des structures médicales spécialisées, qui assurent la prise en charge des frais médicaux par INTERSOS.

Dans les provinces de Kerman et de Khorasan du Sud, 35 salles de classe ont été équipées, ce qui a permis à 1 098 enfants de suivre les cours en toute sécurité. De plus, les garçons et les filles ont reçu des kits scolaires contenant des articles essentiels à un bon apprentissage, tels que des cahiers et des crayons, ainsi que des kits d'hygiène contenant des articles nécessaires à la promotion de bonnes pratiques en matière de santé. Pour garantir un environnement sûr aux enfants dans leur vie quotidienne, des campagnes de sensibilisation ont été menées sur les questions de protection de l'enfance. Ensuite, grâce à nos activités de gestion des cas, les enfants les plus exposés aux violences domestiques ont été identifiés et orientés vers des services spécialisés.

Résultats en évidence

1.638

personnes ont bénéficié d'une assistance économique pour couvrir les frais de santé

1.098

élèves, garçons et filles, ont reçu des kits scolaires et des kits d'hygiène

4

Quatre établissements de santé ont été réhabilités et équipés dans la province de Téhéran, dans le comté de Shahriar



Italie © Martina Martelloni/INTERSOS

ITALIE

Domaines d'intervention



2011

Première intervention dans le pays



4.800

Personnes touchées



35

Projets



2.685.520 €

Budget de l'activité

En 2023, 157 000 personnes sont arrivées en **Italie** par la route de la Méditerranée centrale, soit une augmentation de 50 % par rapport à l'année précédente. Le pays d'origine le plus représenté est la Guinée, suivie de la Tunisie, de la Côte d'Ivoire, du Bangladesh, de l'Égypte, de la Syrie, du Burkina Faso, du Pakistan, du Mali et du Soudan. Les arrivées de Guinéens et d'Ivoiriens sont en forte hausse par rapport à 2022, tandis que l'on observe une diminution des arrivées en provenance du Moyen-Orient. En ce qui concerne les données générales sur les départs en Méditerranée centrale, les arrivées de personnes de diverses nationalités en provenance de Tunisie ont augmenté de 200% en Europe, malgré le protocole d'accord vi-

sant à contenir les flux migratoires. Parmi les personnes arrivées en Italie en 2023, 17% étaient des mineurs, dont la majorité n'était pas accompagnée (12%).

Des milliers d'arrivées en provenance de la route des Balkans ont également été enregistrées par les associations opérant à la frontière italo-slovene, bien qu'aucun chiffre précis ne soit disponible. À la fin de l'année, environ 139 000 personnes étaient hébergées dans des structures d'accueil, y compris des centres d'accueil extraordinaires, des systèmes d'accueil et d'intégration et des hotspots, ce qui représente une forte augmentation par rapport à 2022, où l'on en comptait 105 000.



Activités en évidence

Depuis 2023, à Campobello di Mazara, Ribera et dans le district de Ballarò à Palerme, **INTERSOS** mène les activités du projet Reach Out, cofinancé par la Commission européenne dans le cadre du programme EU4HEALTH. Reach Out vise à atteindre les personnes vulnérables (migrants, communautés LGBTQIA+, travailleuses du sexe) avec des services de soins de santé intégrés, facilitant la prévention, le diagnostic précoce et l'accès au traitement de la tuberculose, du VIH, des maladies sexuellement transmissibles et de l'hépatite B et C. Dans le cadre du projet, **INTERSOS** a fourni des soins de santé primaires par l'intermédiaire de sa clinique mobile, ainsi qu'une assistance socio-juridique et psychologique. Nous nous sommes également occupés de la gestion des cas vulnérables et de la diffusion d'informations sur les services existants, ainsi que de l'orientation et de l'accompagnement vers les services de la région et de la promotion de la santé et de la prévention par le biais de campagnes d'information.

En 2023, **INTERSOS** a consolidé sa présence dans le Latium, les Pouilles et la Sicile, en mettant en œuvre plusieurs projets de protection, de soutien psychosocial et sanitaire, d'inclusion sociale et économique destinés aux personnes en situation d'extrême vulnérabilité, notamment les mineurs étrangers non accompagnés et les personnes qui ont survécu ou ont été exposées à la violence basée sur le genre et à l'exploitation par le travail.

Dans le Latium, nous opérons à Rome, où nous offrons des services de protection, de santé, de formation et de placement aux migrants, aux réfugiés et à la population locale, par le biais de nos deux centres – **INTERSOS24** et **INTERSOS LAB** – ainsi que d'une clinique et d'une équipe mobiles dans le cadre d'une intervention que nous menons en collaboration avec l'UNICEF Italie.

Dans les Pouilles, nous avons maintenu nos acti-

tivités dans la zone de Capitanata, à Foggia, où nous offrons une assistance sociale et sanitaire aux personnes vivant dans les quartiers informels de la province. En Sicile, dans les provinces de Palerme, d'Agrigente et de Trapani, nous avons plutôt travaillé pour garantir l'accès aux soins des migrants et des réfugiés.

En collaboration avec le HCR, nous coordonnons deux projets en Italie visant à renforcer les mécanismes de protection des communautés de réfugiés, de demandeurs d'asile et d'apatrides : **Partecipazione** et **VOC** (bénévoles dans les communautés). Ces deux projets soutiennent des réseaux de bénévoles, des associations et des groupes informels dirigés par des réfugiés en Lombardie, au Piémont, en Émilie-Romagne, dans le Latium, en Campanie, en Calabre et dans les Abruzzes.

Résultats en évidence



1.735

personnes ont bénéficié d'une assistance socio-médicale



573

survivants de violence basée sur le genre ont bénéficié d'une assistance spécialisée



117

personnes ont trouvé un emploi grâce au soutien de nos guichets d'emploi



Jordanie © INTERSOS

JORDANIE

Domaines d'intervention



2012

Première intervention dans le pays



14.500

Personnes touchées



3

Projets



1.269.418 €

Budget de l'activité

La **Jordanie** est un pays à faible revenu et pauvre en ressources, qui accueille le deuxième plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde. En 2024, cette nation de 11 millions d'habitants accueillait plus de 1,3 million de réfugiés, principalement en provenance de Syrie. Plus de 81 % des réfugiés syriens résident dans les gouvernorats d'Amman, d'Irbid, de Mafrq et de Zarqa. Les camps de Za'atari et d'Azraq accueillent respectivement environ 80 000 et 40 000 réfugiés syriens, tandis qu'environ 7 500 réfugiés syriens, principalement des femmes et des enfants, sont bloqués dans le camp d'Al Rukban, situé dans une zone

militaire à la frontière nord-est de la Jordanie, avec un accès limité aux services essentiels de santé et de nutrition.

En 2023, environ 66 % des réfugiés syriens en Jordanie vivaient en dessous du seuil international de pauvreté absolue applicable aux pays à revenu faible ou intermédiaire, et rencontraient des difficultés pour accéder aux soins de santé, à un logement adéquat et à des moyens de subsistance, ce qui les rendait fortement tributaires de l'aide humanitaire.

Activités en évidence

Les initiatives de protection communautaire sont des activités qui impliquent les membres de la communauté dans des discussions, des débats et des échanges, dans le but d'identifier les causes des vulnérabilités auxquelles sont confrontés les individus et les groupes dans un lieu et une communauté donnés, ainsi que les mesures possibles pour y remédier, grâce à un modèle favorisant une approche ascendante et, par conséquent, la durabilité. En 2023, **INTERSOS** a soutenu des organisations locales dans la conception et la mise en œuvre de telles initiatives, par le biais d'un soutien financier, logistique et de partage des connaissances. La mise à disposition d'espaces communautaires sûrs et inclusifs, des représentations théâtrales, des activités de soutien psychosocial pour les réfugiés et les communautés d'accueil, des campagnes de sensibilisation de masse impliquant les dirigeants communautaires et les parties prenantes locales, sont autant d'exemples d'activités conçues et développées par des groupes communautaires.



INTERSOS soutient à la fois les réfugiés jordaniens et les populations d'accueil, favorisant ainsi la cohésion sociale, à Amman, Irbid, Madaba, Karak, Tafileh et Ma'an. Nous intervenons dans les zones urbaines, périurbaines et rurales grâce à des projets dans le domaine de la protection humanitaire, en particulier pour les personnes qui risquent d'être marginalisées. Les interventions visent à prévenir et à répondre à la violence basée sur le genre par le biais d'une approche d'engagement communautaire.

En particulier, en 2023, **INTERSOS** a organisé des sessions de sensibilisation et des campagnes visant à prévenir la violence basée sur le genre. Notre personnel a en effet organisé des groupes de discussion pour sensibiliser la communauté à cette

question. Dans le but de répondre plus efficacement à la violence basée sur le genre et de responsabiliser la communauté dans ses interventions, **INTERSOS** a mis en œuvre des programmes de renforcement des capacités pour les groupes et organisations communautaires.

Les activités de prévention ont été complétées par des services de réponse directe, notamment des conseils et une assistance juridique, visant à garantir les droits et à obtenir les documents civils nécessaires pour accéder aux services de base. Un soutien psychosocial individuel et collectif ainsi qu'une assistance économique ont également été fournis pour répondre à des situations de vulnérabilité ou à des incidents spécifiques.

Résultats en évidence


2.006

survivants de violence basée sur le genre ont été soutenus


341

personnes économiquement assistées


1.685

personnes ont été touchées par des initiatives de protection conçues et mises en œuvre par la communauté





Liban © Christian Tasso

LIBAN

Domaines d'intervention



2012

Première intervention
dans le pays

549.200

Personnes
touchées

14

Projets



10.915.269 €

Budget de l'activité

Le **Liban** est aux prises avec une urgence humanitaire alimentée par la grave crise socio-économique et l'insécurité dans la région méridionale en raison de la guerre à Gaza et des retombées du conflit dans le sud du pays. Depuis au moins 2019, l'augmentation de la dette publique, les déficits budgétaires élevés et les tensions politiques ont été les moteurs des difficultés socio-économiques du Liban. Cela a entraîné une hausse du chômage, une augmentation des niveaux de pauvreté, des fermetures d'entreprises, de l'inflation et un accès limité aux devises étrangères et aux importations.

Environ 1,5 million de réfugiés syriens résident au Liban, auxquels s'ajoutent quelque 489 300 réfugiés palestiniens et environ 11 600 réfugiés d'autres pays. Si l'on considère que le Liban a une population de 5,3 millions d'habitants, ces statistiques le placent comme le pays ayant le ratio le plus élevé

de réfugiés par rapport à la population résidente. Presque tous les réfugiés syriens au Liban vivent avec des revenus insuffisants pour satisfaire leurs besoins de base, et environ 27 % d'entre eux souffrent d'insécurité alimentaire.

Au Liban, nous soutenons les réfugiés syriens et les Libanais vulnérables. En 2023, notre personnel a apporté un soutien psychosocial aux survivants ou à ceux qui risquent d'être victimes de violences basées sur le genre, un accès à des espaces sécurisés pour les femmes et les filles afin qu'elles puissent acquérir de nouvelles compétences et être accompagnées vers une plus grande indépendance. De plus, INTERSOS offre des services juridiques et une assistance économique aux personnes particulièrement vulnérables. Les enfants sont également au centre de notre réponse: nous avons créé des espaces sûrs pour



Activités en évidence

INTERSOS répond activement à la crise dans le sud du Liban depuis le 12 octobre, en activant une équipe d'intervention d'urgence composée de 23 personnes, dont des travailleurs sociaux, des psychologues et des experts en protection. Nous avons apporté une réponse immédiate en distribuant des produits de première nécessité, en offrant une assistance psychologique et des services de soutien psychosocial et en gérant les cas des personnes vulnérables. 3 989 personnes ont reçu des kits d'hygiène, des matelas, des couvertures, des kits contre le choléra et des serviettes hygiéniques. Parallèlement, plus de 2 000 personnes ont reçu une assistance économique pour répondre à leurs besoins de protection. Parmi elles, 63 % étaient d'origine syrienne et 37 % d'origine libanaise.

les garçons et les filles, mené des activités de gestion de cas et réhabilité quatre écoles à Beyrouth et au Mont-Liban, distribué du matériel éducatif, fourni une assistance économique aux familles dans le besoin et organisé des cours de rattrapage.

Encore, dans le Nord, la Bekaa, Beyrouth et le Sud, nous menons des activités de suivi de la protection, qui visent à comprendre pleinement la diversité des risques et des besoins des différents groupes et individus en fonction de l'âge, du sexe et de la diversité, en collectant, vérifiant et analysant régulièrement et systématiquement des informations sur une période prolongée, afin d'identifier les violations des droits et/ou les risques de protection pour les populations touchées et d'orienter la programmation de la communauté humanitaire.

Les réfugiés ont également bénéficié d'une aide à la réhabilitation de leur logement. Des accords ont été conclus avec les propriétaires pour geler le

loyer des personnes particulièrement vulnérables. Des activités cash for shelter (une aide au logement) ont également été mises en œuvre, elles consistent à aider les familles vulnérables à payer leur loyer pendant six mois.

Enfin, nous avons réalisé des projets de réhabilitation et de solarisation de grandes infrastructures, notamment des infrastructures d'égouts, des écoles et des systèmes d'éclairage public. Ces projets ont eu un impact sur la stabilité sociale, car toutes les communautés, y compris les communautés d'accueil, ont bénéficié de ces améliorations.

Dans le sud du pays, nous travaillons dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes. Nous avons notamment répondu à la situation d'urgence dans le sud par la distribution de produits non alimentaires, d'une aide financière aux personnes déplacées, d'un soutien psychosocial et d'une gestion de cas.

Résultats en évidence



1.342

survivants de violence basée sur le genre ont été soutenus



4.970

personnes ont bénéficié d'une assistance économique



6.194

personnes ont bénéficié d'un soutien psychosocial



4.060

certificats de naissance ont été délivrés



Libye © INTERSOS

LIBYE

Domaines d'intervention



2018

Première intervention
dans le pays

85.900

Personnes
touchées

14

Projets



2.707.689 €

Budget de l'activité

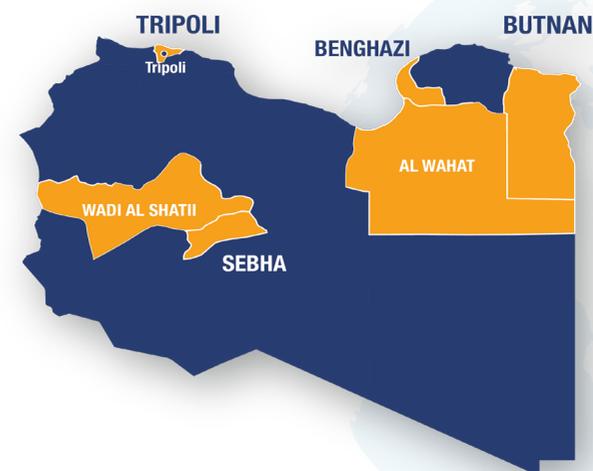
Depuis le soulèvement du printemps arabe en 2011, la Libye est plongée dans une guerre civile. En conséquence, le pays a connu une instabilité politique prolongée, une violence généralisée, la prolifération de divers groupes armés cherchant à contrôler la nation, des dommages importants aux infrastructures vitales et de graves perturbations dans la production de pétrole. Le 10 septembre 2023, la tempête Daniel a frappé le nord-est de la Libye, provoquant l'effondrement de deux barrages dans le district de Derna et des besoins d'assistance humanitaire pour plus de 884 000 personnes.

Pays de destination et de transit, la **Libye** accueille environ 650 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, qui ont un accès limité aux services de base et sont fréquemment exposés à la violence, à la torture et aux abus. Le pays accueille également environ 160 000 personnes déplacées à l'intérieur

du pays.

INTERSOS gère quatre centres communautaires en Libye, en coopération avec des organisations de la société civile, à Tripoli, Brak Al Shati, Sabha et Ajdabiya. Nos travailleurs humanitaires mènent des activités de gestion de cas individuels dirigées par des travailleurs sociaux, y compris l'identification, les premiers soins psychosociaux, le conseil psychosocial et l'orientation vers des services spécialisés. De plus, l'équipe de soutien psychosocial a mis en œuvre une série d'activités adaptées aux besoins des enfants de différents milieux, favorisant l'inclusion et répondant à leurs besoins en matière de soutien psychosocial.

Les travailleurs sociaux d'**INTERSOS** ont également organisé des séances de sensibilisation à l'intention des parents et des soignants sur les pra-



Activités en évidence

INTERSOS en 2023 a assuré une réponse rapide et opportune à la situation d'urgence suite à la tempête Daniel dans l'est de la Libye. Nous avons mis en place une équipe d'intervention d'urgence - composée d'un coordinateur d'activités, d'un médecin, de deux experts en protection pour la fourniture de services d'aide sociale et de soutien psychosocial et d'un psychologue - afin de fournir une aide aux personnes touchées par la tempête et les inondations qui ont suivi. La collaboration avec les organisations locales de la société civile a permis à **INTERSOS** de maximiser la portée de son intervention et d'accélérer la réponse humanitaire.

tiques parentales, la protection des enfants, les questions d'éducation, la violence basée sur le genre, la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, les brigades et l'importance de la santé mentale.

Les activités ont été principalement menées dans les centres communautaires, mais des séances de soutien psychosocial et de sensibilisation ont également été organisées à distance, à l'intention des personnes qui ne peuvent pas se rendre dans les centres en raison de la distance ou des coûts de transport.

Les centres communautaires ont également accueilli des services d'éducation non formelle, avec

des cours de rattrapage en arabe, en anglais et en mathématiques pour les enfants ayant abandonné l'école. Le programme comprend également le développement et la promotion des compétences de vie¹² pour les enfants et les jeunes, la formation des enseignants, des sessions de sensibilisation pour les parents sur l'importance de l'éducation et de la scolarisation, et la facilitation de la scolarisation des enfants non scolarisés.

Toujours dans les centres communautaires, **INTERSOS** organise des dépistages, des examens médicaux et des séances de sensibilisation aux questions de santé, en mettant l'accent sur les enfants et les mères.

Résultats en évidence



8.122

personnes ont bénéficié de services de soutien psychosocial



1.175

enfants ont bénéficié de services d'éducation non formelle



607

enfants et leurs parents/soignants ont bénéficié de consultations médicales/dépistages dans les centres communautaires INTERSOS d'Ajdabiya et de Sabha

¹² Les compétences de vie désignent une série d'activités visant à développer les compétences de base dont tous les membres de la société ont besoin pour améliorer leur capacité d'adaptation à différentes circonstances et accroître leur capacité à faire face aux défis quotidiens en favorisant un plus grand sentiment de contrôle personnel.



Mali © Paolo Marchetti

MALI

Domaines d'intervention



2023

Première intervention
dans le pays

4.600

Personnes
touchées

4

Projets



114.416 €

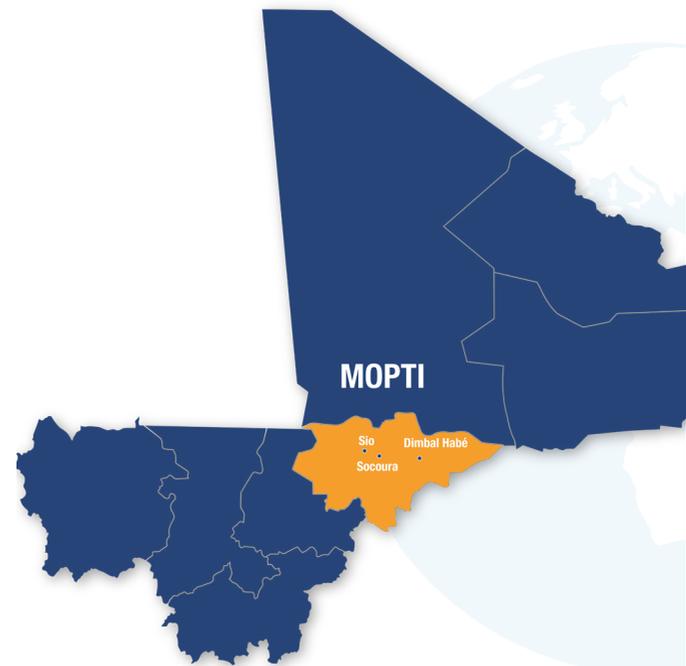
Budget de l'activité

Depuis 2012, le **Mali** est marqué par une crise politique complexe qui s'est aggravée au fil des années, conduisant à deux coups d'État entre 2020 et 2021 et à des conflits récurrents entre les différents groupes armés sur le terrain. L'actuel gouvernement de transition a reporté à plusieurs reprises les élections présidentielles alors que les tensions dans le pays perdurent.

Depuis août 2023, le conflit s'est intensifié dans le nord du Mali, en grande partie sous le contrôle de groupes militants islamistes, avec un impact sans précédent sur les civils et l'abandon de localités et de villes entières.

L'insécurité persistante entrave l'accès aux terres agricoles, ce qui a de graves répercussions sur la sécurité alimentaire de la population. 25 % de la population souffre d'une insécurité alimentaire modérée à aiguë et près d'un million d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë.

Dans les régions où la présence de groupes armés non étatiques est la plus forte, on observe une augmentation des cas d'exploitation sexuelle, de recrutement de femmes et d'enfants, de mariages forcés, de travail forcé et d'autres formes d'abus.



Activités en évidence

Dans le cadre de la stratégie de localisation d'**INTERSOS**, nous avons travaillé avec FeDe (Femmes et Développement) en 2023, en élaborant et en mettant en œuvre un plan de renforcement des capacités axé sur la protection, en particulier contre l'exploitation et les abus sexuels, et sur la gestion financière. Nous avons également aidé l'Organisation à analyser, atténuer et gérer les risques de sécurité liés aux opérations sur le terrain. FeDe a été la première organisation identifiée comme partenaire. Il s'agit d'une ONG créée et dirigée par des femmes qui aide les femmes maliennes dans leur processus d'émancipation en favorisant, entre autres, le recrutement de jeunes femmes diplômées et en les aidant à se former pour faciliter leur insertion professionnelle. FeDe travaille également avec des réseaux villageois d'entraide de femmes, ce qui lui permet d'offrir des services de protection et d'assistance même dans les zones les plus à risque, où l'accès aux ONG traditionnelles est souvent entravé par des contraintes sécuritaires.

En 2023, **INTERSOS** a soutenu les populations affectées par la crise humanitaire dans les zones les plus reculées et insécurisées, où de nombreux besoins restent insatisfaits et où l'État est absent ou peu présent. Nos travailleurs humanitaires ont mis en œuvre des projets dans les domaines de la protection, de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau et à l'assainissement, en ciblant les personnes les plus vulnérables, en particulier les femmes, les filles, les enfants et les personnes déplacées, et en contribuant à renforcer la capacité des acteurs locaux à assurer l'accès à des services essentiels de qualité.

La stratégie opérationnelle d'**INTERSOS** dans le pays s'est concentrée sur la localisation. Pour cette raison, des partenariats stratégiques ont été établis au cours de l'année avec des organisations

locales et nationales, dans le but de renforcer leurs capacités opérationnelles, techniques et organisationnelles. En 2023, des activités ont été mises en œuvre en partenariat avec les ONG locales Femme et Développement (FeDe), AMSS et Delta Survie.

En 2023, des denrées alimentaires et des ustensiles de cuisine, ainsi que des kits contenant des produits d'hygiène personnelle et des kits contenant des produits d'hygiène essentiels pour les femmes et les filles ont été distribués aux personnes vulnérables. Ces activités de distribution ont été soutenues par des formations destinées à la communauté sur les bonnes pratiques alimentaires, les bonnes pratiques d'hygiène, les risques de protection et la détection et le signalement des cas de violence basée sur le genre.

Résultats en évidence

4.573

personnes ont reçu une aide alimentaire

585

familles ont reçu des kits d'hygiène et des ustensiles de cuisine

1

ONG locale soutenue dans le renforcement de ses capacités



Moldavie © INTERSOS

MOLDAVIE

Domaines d'intervention



2022

Première intervention
dans le pays

50.200

Personnes
touchées

5

Projets



4.514.352 €

Budget de l'activité

Après le déclenchement des hostilités en Ukraine en février 2022, des millions de personnes ont cherché refuge à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Dès les premiers jours, la **Moldavie** a été au centre d'un afflux massif de personnes fuyant l'Ukraine.

Depuis 2022, la Moldavie a accueilli plus de 850 000 réfugiés en provenance d'Ukraine. À la fin du mois de mai 2024, environ 120 000 étaient enregistrés dans le pays. La grande majorité des réfugiés sont des femmes, représentant environ 60 % de la population réfugiée, dont 46 % sont âgées de moins de 18 ans. Parmi les réfugiés restants en Moldavie, environ 2 400 sont actuellement hébergés dans des centres d'accueil pour réfugiés.

En 2023, **INTERSOS** s'est efforcé d'élargir ses activités et l'accès des personnes fuyant la guerre en Ukraine et de la communauté d'accueil aux services disponibles.

INTERSOS a fourni des consultations médicales de base et a orienté les patients vers des services de santé spécialisés, favorisant ainsi l'accès au système de santé public existant. Dans le cadre du programme de santé, **INTERSOS** a établi une coopération avec des institutions nationales, mettant en place des points de consultation médicale fixes dans plusieurs districts du pays, permettant ainsi l'accès à tous ceux qui ont besoin de services de santé dans les zones adjacentes.



Activités en évidence

INTERSOS a développé un important volet de soutien aux gens du voyage, une communauté qui fait face à des défis liés à la discrimination et aux stéréotypes. Depuis janvier 2023, **INTERSOS** est devenu co-responsable du groupe de travail sur les Roms, un groupe de travail interinstitutionnel qui se concentre sur les interventions liées aux réfugiés d'origine tsigane, en défendant leurs droits. En 2023, **INTERSOS** a mené des efforts de plaidoyer pour l'inclusion des gens du voyage dans la société en créant la «Amare Amala¹⁴: Settimana della cultura rom» (la semaine de la culture rom), une série de plus de 20 événements organisés du 8 au 13 avril 2023, touchant plus de 1 500 personnes dans dix districts du pays.

Les zones les plus reculées ont été atteintes par des équipes médicales et deux cliniques mobiles¹³. Au cours de l'année, nous avons également cherché à améliorer la qualité des services médicaux dans le pays en faisant des dons aux institutions travaillant sous l'égide du ministère de la santé, notamment des dons de médicaments et d'équipements médicaux. Nous avons organisé des séances de promotion de la santé, dans le but de prévenir l'apparition de maladies chroniques. De plus, l'accent a été mis sur la santé mentale, avec des activités spécifiques dédiées au bien-être des personnes aidées, y compris des techniques d'au-

togestion et des mécanismes d'adaptation à la dépression.

Notre équipe a organisé des séances de soutien psychosocial et des activités de gestion de cas, y compris des dons d'produits non alimentaires pour les plus vulnérables. En 2023, **INTERSOS** en Moldavie a aidé à rénover et à équiper 12 espaces sécurisés dans tout le pays et a mené des activités de renforcement des capacités avec les gestionnaires de ces espaces afin d'assurer leur autonomie.

Résultats en évidence

17.010

consultations médicales réalisées

15.791

personnes ont participé à des activités de soutien psychosocial

19.609

personnes ont participé à des sessions de sensibilisation sur la protection, les droits et les services disponibles.

¹³ Les équipes médicales sont des équipes de personnel de santé qui se déplacent sur le territoire pour offrir des services dans les installations existantes. Les cliniques mobiles, quant à elles, sont de véritables cliniques mobiles qui atteignent les zones les plus reculées et les plus mal desservies.

¹⁴ "Nos amis" en langue romani



Niger © Martina Martelloni/INTERSOS

NIGER

Domaines d'intervention



2019

Première intervention
dans le pays

21.300

Personnes
touchées

6

Projets



1.696.575 €

Budget de l'activité

À la suite du coup d'État du 26 juillet 2023, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a imposé des sanctions sévères au pays. Ces sanctions, qui ont été levées le 24 février 2024, ont eu un impact profondément négatif sur la population, notamment avec l'augmentation du coût de la vie et les pénuries d'électricité.

La situation sécuritaire au **Niger** reste fragile en raison de la présence de groupes armés, en particulier dans la zone du Liptako Gourma et dans le bassin du lac Tchad, où il y a une forte concentration de personnes déplacées. Cette même zone est fortement touchée par les effets du changement climatique, la pénurie d'eau et la crise alimentaire.

En 2023, 4,3 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire. En janvier 2024, le Niger accueillait près de 690 000 réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur du pays, la plupart dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa.

Pour les demandeurs d'asile, la crise humanitaire qui touche le pays rend difficile la satisfaction des besoins de base. Avec une approche multisectorielle, **INTERSOS** assiste les demandeurs d'asile en offrant de multiples services de protection, de l'assistance juridique pour l'obtention de documents civils à l'accès aux services de base, en passant par le soutien psychosocial et l'assistance écon-



Activités en évidence

Dans la région de Tahoua, plus précisément à Tchintabaraden, qui accueille un nombre croissant de déplacés, de réfugiés et de demandeurs d'asile, **INTERSOS** est intervenu pour répondre aux besoins en matière d'accès à l'eau potable et d'assainissement. L'intervention a privilégié des abris semi-durables, avec des structures en fer au lieu des habituelles structures en bois qui nécessitent la coupe de bois d'eucalyptus dans les zones désertiques. L'objectif est d'assurer la durabilité des abris tout en limitant l'impact de la désertification sur l'environnement. 382 familles vulnérables ont eu accès à des abris d'urgence semi-durables.

omique aux réfugiés, qu'ils soient dans les camps de réfugiés ou dans les centres urbains. Dans le camp d'Agadez, nous proposons des activités éducatives et récréatives pour les enfants et des services de protection de l'enfance.

Parmi les activités de protection que nous menons, il y a la création d'espaces sûrs pour les femmes et les filles. Ces lieux sont particulièrement importants au Niger, un pays où le taux de violence basée sur le genre est très élevé.

Dans le but d'intégrer les migrants subsahariens qui n'ont pas de possibilités d'emploi ou d'accès à

l'éducation, **INTERSOS** propose des formations en développement des compétences personnelles, des activités d'éducation non formelle et des cours de langue.

Les structures de protection communautaire, les dirigeants communautaires et les autorités administratives et locales ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités en matière de protection de l'enfance et de violence basée sur le genre afin de sensibiliser les communautés dans lesquelles ils opèrent et de faciliter l'identification des cas de protection de l'enfance et de violence basée sur le genre

Résultats en évidence

365
femmes menacées de violence ont reçu des kits
de dignité

7
personnes handicapées ont reçu des dispositifs
médicaux

3.442

personnes ont bénéficié d'un hébergement d'urgence semi-durable

Nigéria © INTERSOS

NIGÉRIA

Domaines d'intervention



2016

Première intervention
dans le pays

808.200

Personnes
touchées

24

Projets



8.723.545 €

Budget de l'activité

Quatorze ans après le déclenchement du conflit dans le nord-est du pays, le **Nigéria** subit des conséquences humanitaires dévastatrices dans les États de Borno, Adamawa et Yobe. Plus de 7,9 millions de personnes sont confrontées à d'importants problèmes de protection humanitaire et à des menaces permanentes pour leur sécurité et leur bien-être. Borno est l'État le plus touché, où plus de la moitié de la population, soit 3,9 millions de personnes, est classée comme étant dans le besoin. Dans cet État en particulier, les attaques de groupes armés contre les civils se multiplient.

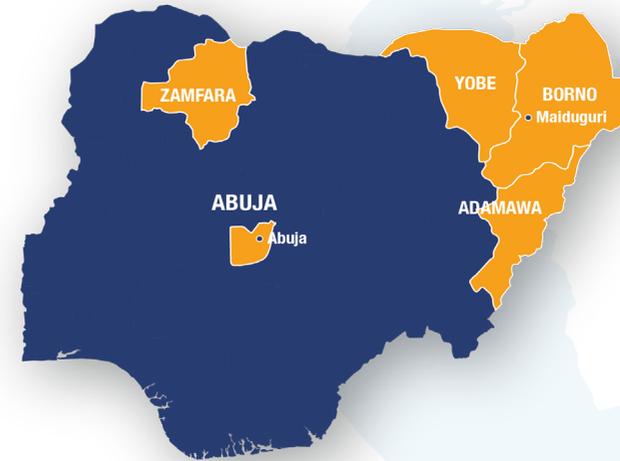
Les femmes et les enfants restent les plus touchés, représentant 83 % de la population dans le besoin.

À la fin de 2023, environ un million d'enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë sévère, un grand nombre d'établissements de

santé ayant été endommagés par le conflit armé.

INTER SOS a soutenu 1 378 survivants de violences basées sur le genre en 2023. Nous avons offert un soutien psychosocial individuel, des conseils de groupe, une thérapie par l'art, des activités récréatives et l'acquisition de compétences aux personnes vulnérables. Nous avons également distribué des kits de dignité (contenant du matériel d'hygiène et de santé menstruelle et reproductive) aux femmes et aux filles. Nous avons mené des activités de protection communautaires, notamment l'installation de 64 lampes à énergie solaire dans des installations stratégiques des camps, des centres d'accueil et des communautés d'accueil.

INTER SOS a également fourni des services de santé et de nutrition qui ont permis de sauver des vies. Nous avons assuré des consultations de



Activités en évidence

INTER SOS a fourni des services de santé sexuelle et reproductive dans le nord-est du Nigéria, notamment en gérant deux centres de soins obstétricaux et néonataux de base (BEmONC) à Bama et Dikwa. Ces services comprennent les soins prénatals, les soins postnatals, le soutien à l'accouchement, la vaccination de routine, l'éducation à la santé et l'orientation vers des services spécialisés dans les cas obstétricaux compliqués.

INTER SOS a géré des centres BEmONC offrant des services 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à Dikwa et Bama. Ce service a permis d'améliorer les accouchements à l'hôpital et de réduire l'incidence de la mortalité maternelle et néonatale, car la plupart des cas compliqués ont été pris en charge à l'hôpital ou orientés vers des soins secondaires. Les centres de santé sexuelle et reproductive soutenus par **INTER SOS** ont également fourni des services de vaccination de routine et de dépistage de la malnutrition pour la mère et l'enfant.

soins prénatals et assisté 1 692 accouchements dans des centres d'urgence obstétrique et néonatale. Qui plus est, nous avons vacciné 255 071 personnes contre la COVID-19. **INTER SOS** a soutenu douze centres de traitement de la malnutrition (sites du programme thérapeutique ambulatoire) et trois centres de stabilisation de la malnutrition, où 75 564 enfants ont été soumis à un dépistage de la malnutrition aiguë sévère.

Le personnel d'**INTER SOS** a également procédé à des distributions de nourriture et fourni une assistance économique pour l'achat de nourriture, ainsi que des programmes d'alimentation complémentaire pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et pour les femmes enceintes et allaitantes.

De plus, **INTER SOS** était responsable de la gestion des camps, qui abritaient plus de 367 513 personnes.

Résultats en évidence

 **234.691**

personnes en situation d'insécurité alimentaire ont reçu une aide alimentaire

 **1.692**

accouchements en toute sécurité grâce à nos centres de soins obstétricaux et néonataux d'urgence

 **255.071**

personnes ont été complètement vaccinées contre la COVID-19

 **151.634**

examens médicaux ont été effectués

Dans le secteur WASH, **INTER SOS** s'est efforcé de fournir à la population vulnérable un accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Nous avons soutenu les personnes touchées par les inondations en distribuant des kits d'hygiène (contenant du matériel d'hygiène personnelle), des kits de dignité (contenant du matériel d'hygiène et de santé menstruelle et reproductive), des kits d'abris et une assistance économique à Ngala, Monguno et Dikwa dans l'État de Borno. Nous avons également créé des clubs d'hygiène, où 60 étudiants ont été formés aux bonnes pratiques d'hygiène et ont joué le rôle d'agents de changement dans leurs écoles et leurs communautés. Enfin, nous avons soutenu dix centres de santé pour l'installation et l'entretien de points d'eau et dix communautés à Dikwa et Ngala pour la réhabilitation de vingt pompes manuelles et de dix puits de forage équipés de pompes solaires.



République Centrafricaine © Giacomo Franceschini

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Domaines d'intervention



2014

Première intervention dans le pays



295.000

Personnes touchées



14

Projets



3.105.786 €

Budget de l'activité

Depuis le début du conflit interne en 2013, la République Centrafricaine a été marquée par des cycles de violence intense. Les violences contre les civils et les effets du changement climatique continuent de provoquer des déplacements, avec plus de 511 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays enregistrées en décembre 2023.

Le manque d'accès aux infrastructures socio-économiques de base et aux opportunités économiques oblige les personnes déplacées et les communautés d'accueil à adopter des mécanismes d'adaptation négatifs pour répondre à leurs besoins, ce qui entraîne une augmentation de l'exploitation et des abus, y compris une violence généralisée fondée

sur le sexe. L'instabilité des zones frontalières avec le Tchad, le Soudan et le Soudan du Sud, qui sont les principales voies d'approvisionnement en produits de base pour les régions les plus reculées, a un impact important sur l'économie locale, qui est également affectée par des taux d'inflation élevés.

En 2023, INTERSOS a mis en place des espaces sécurisés pour les femmes et les filles, leur permettant de discuter librement de leurs préoccupations sans crainte de représailles, de participer à des activités psychosociales et d'apprentissage ainsi qu'à des cours de conseil et d'alphabétisation fonctionnelle, et de bénéficier de services de gestion de cas.



Activités en évidence

INTEROS en République centrafricaine assure le traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS) pour les garçons et les filles âgés de 6 à 59 mois : les enfants atteints de MAS peuvent être traités avec des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE), ce qui leur permet de se rétablir à la maison et dans leur communauté plutôt que dans un établissement de santé. En 2023, INTEROS a traité 1103 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS), tandis que 28 245 ont été dépistés.

De plus, nous avons apporté un soutien psychosocial aux femmes ayant survécu à de violence basée sur le genre ou à l'exploitation et aux abus sexuels par l'intermédiaire de centres d'écoute fixes et mobiles. Les femmes et les filles vulnérables ont reçu une aide en espèces pour couvrir les frais de transport vers les services de santé et les services juridiques, ainsi que les frais d'hébergement pendant la période d'assistance.

INTEROS a construit des points d'eau, des latrines et des installations pour se laver les mains. Nous avons également organisé des séances de sensibilisation sur l'importance de l'hygiène, l'utilisation des toilettes et le lien avec les maladies transmises par l'eau. Les femmes enceintes et

allaitantes ont assisté à des séances de sensibilisation sur le déparasitage, les bonnes pratiques alimentaires, les normes d'hygiène et la prévention du paludisme.

Enfin, nous avons mené des activités de gestion et de coordination des camps (CCCM) pour les personnes déplacées, à Haute Kotto et à Ouaka, en distribuant des kits contenant des produits non alimentaires et des kits contenant des matériaux pour les abris d'urgence, en surveillant les mouvements de population dans les camps grâce à un système d'enregistrement et en facilitant la formation de comités de gestion, qui jouent un rôle essentiel dans la stabilité générale du camp, en garantissant le bien-être et la cohésion sociale.

Résultats en évidence

4.414

cas de violence basée sur le genre ont été identifiés et gérés

1.103

enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités

1.200

personnes ont eu accès à l'eau potable



République Démocratique du Congo © INTERSOS

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Domaines d'intervention



2009

Première intervention
dans le pays

788.300

Personnes
touchées

18

Projets



6.088.141 €

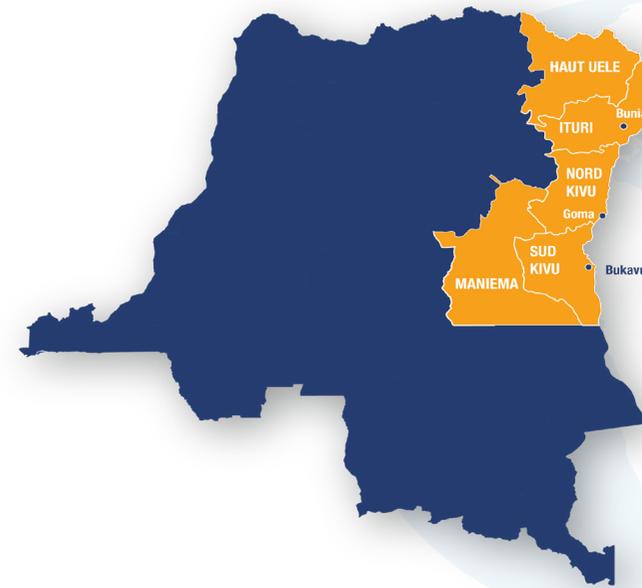
Budget de l'activité

Depuis des décennies, le pays est confronté à des conflits armés, en particulier dans les provinces orientales, qui ont été gravement touchées par la violence et l'insécurité. Jusqu'au 31 décembre 2023, plus de 9,6 millions de personnes étaient en déplacement en **République démocratique du Congo**, dont 6,5 millions de déplacés internes, 2,6 millions de rapatriés d'autres pays et 527 000 réfugiés. La situation sécuritaire s'est détériorée en 2023 avec l'intensification des offensives lancées par le groupe M23 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

On estime que d'ici 2024, plus de 25,4 millions de

personnes, soit un quart de la population, auront besoin d'aide. La propagation d'épidémies, telles que le choléra et la rougeole, et les chocs liés au climat, tels que les fortes pluies et les inondations, aggravent les conditions de vie de populations entières.

En 2023, nos opérateurs ont mené des activités de suivi de la protection, en identifiant et en enregistrant les incidents de protection et en menant une évaluation des besoins de protection en analysant les données collectées afin d'assurer des réponses adéquates de la part des organisations humanitaires dans le pays.



Activités en évidence

En 2023, sur le site de Bushagara, dans le territoire de Nyiragongo, près de Goma, nous avons transmis des compétences entrepreneuriales théoriques et pratiques à des personnes déplacées qui avaient survécu à la violence des groupes armés, dans les domaines de la boulangerie et de la décoration. L'objectif de ces formations était de fournir aux personnes en fuite les outils nécessaires pour créer des sources de revenus à faible coût pendant leurs déplacements, leur permettant ainsi de couvrir les besoins urgents où qu'ils se trouvent.

Sur la base de ces évaluations, nous avons travaillé à la prévention et à la lutte contre la violence basée sur le genre, en proposant des activités de gestion de cas et en orientant les personnes ayant des besoins spéciaux vers des centres de soins spécialisés. Nous fournissons une assistance économique aux personnes les plus vulnérables afin de leur permettre de répondre à leurs besoins les plus urgents.

INTER SOS a mené ses activités avec une approche de protection à base communautaire : des personnalités au sein des communautés ont été identifiées et formées aux principes de la protection humanitaire, ce qui leur a permis d'orienter les cas les plus vulnérables vers les structures appropriées, de signaler les incidents de protection et d'organiser des séances de sensibilisation.

Dans le secteur de la santé et de la nutrition, nous avons identifié des points focaux dans les commu-

nautés, les avons formés aux conseils nutritionnels et avons ensuite mené des campagnes de sensibilisation sur les questions de malnutrition. Nous avons également effectué un dépistage de masse pour les enfants âgés de 6 à 59 mois et offert un soutien aux cas de malnutrition aiguë sévère, en couvrant les frais de transport, de nourriture, de tests de laboratoire et d'autres médicaments pour les patients et les personnes qui s'occupent d'eux. De plus, nous avons réhabilité des espaces dédiés aux enfants hospitalisés, où nous essayons, par des activités de stimulation émotionnelle, de faire en sorte que les enfants retrouvent un bon niveau de résilience.

Enfin, nous avons offert une assistance économique pour permettre à 57 289 personnes de satisfaire leurs besoins nutritionnels et faciliter l'accès à la nourriture, dans la province d'Ituri.

Résultats en évidence

4.293

personnes ont reçu une assistance psychosociale

447

victimes de violence basée sur le genre ont bénéficié d'une aide juridique

100.341

enfants souffrant de malnutrition ont été traités



Soudan du Sud © Fabio Bucciarelli

SOUDAN DU SUD

Domaines d'intervention



2006

Première intervention
dans le pays

116.500

Personnes
touchées

11

Projets



2.370.633 €

Budget de l'activité

Douze ans après son accession à l'indépendance et cinq ans après la signature de l'accord de paix, la population du Soudan continue d'être confrontée à une violence endémique, à des conflits, à des chocs climatiques et à des problèmes de santé, notamment des épidémies de rougeole et de choléra.

Le **Soudan du Sud** est également confronté à l'une des plus grandes crises migratoires d'Afrique, avec plus de 2,2 millions de réfugiés soudanais du sud accueillis dans les pays voisins. En 2023, le début du conflit au Soudan, associé à une vague de violence et à la suspension des distributions de nourriture dans certaines parties de l'Éthiopie, a poussé des milliers de personnes à retourner au Soudan du Sud. De plus, ce pays continue d'accueillir des réfugiés en provenance du Soudan, les taux d'arrivée reflétant la dynamique et l'intensité

du conflit. À la fin du mois de mai 2024, plus de 140 000 réfugiés soudanais étaient arrivés en raison du conflit et plus de 500 000 soudanais du sud étaient rentrés dans le pays.

Au Soudan du Sud, notre intervention est principalement axée sur la réponse et la prévention de la violence basée sur le genre. Nous organisons des séances de sensibilisation de la communauté, ainsi qu'une gestion des cas et un soutien psychosocial pour les survivants dans les espaces sécurisés pour les femmes et les filles. Nous distribuons des kits non alimentaires et des abris d'urgence aux membres les plus nécessiteux de la communauté.

INTEROS est actif dans l'État du Haut-Nil, où sont enregistrées 90 % des arrivées de personnes fuyant le conflit au Soudan. Ici, à Malakal, nous avons soutenu les Soudanais du sud rentrant du



Activités en évidence

Nous menons des activités visant à promouvoir l'autonomisation et l'indépendance économique des femmes déplacées : nous les aidons à créer de petites entreprises, en leur fournissant un capital de départ, des articles de base pour gérer l'entreprise et une formation pour développer les compétences nécessaires à la gestion et à la pérennité d'une entreprise. Notre personnel suit et soutient l'ensemble du processus. En 2023, nous avons soutenu huit entreprises dirigées par des femmes et des filles déplacées, employant 96 personnes dans quatre comtés de l'État de Jonglei.

Soudan par des activités de protection de l'enfance et de protection, en gérant directement les cas d'enfants vulnérables, en facilitant l'accès aux services de soutien psychosocial, en distribuant des kits d'hygiène et en sensibilisant à la prévention et à la réduction des risques de violence basée sur le genre. Dans le domaine de la protection des enfants, nous avons également réhabilité plusieurs espaces sécurisés pour les garçons et les filles.

Dans l'État de Jongley, nous menons des activités de surveillance des frontières en travaillant à l'identification des personnes ayant besoin d'une protection internationale, en soutenant les demandeurs d'asile et les réfugiés dans les procédures de pré-enregistrement, en surveillant les cas de protection et en recueillant les dénonciations d'incidents de protection, et en fournissant un soutien psychosocial et un plaidoyer aux victimes de violences basées sur le genre, aux soudanais du sud revenant du Soudan et d'Éthiopie, ainsi qu'aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Résultats en évidence



489

survivants de violence basée sur le genre ont
bénéficié d'activités de gestion de cas

11.208

enfants ont participé à des activités récréatives
et éducatives

1.033

kits d'hygiène distribués



2.540

personnes ont bénéficié d'un soutien psychosocial

Pour favoriser la cohésion sociale, nous avons également soutenu la création d'entreprises co-gérées par des rapatriés et des membres de la communauté d'accueil, telles que des restaurants et des salons de thé.

D'autres activités d'aide au revenu ont consisté à distribuer des kits de pêche, des machines à coudre, des semences et du matériel de meunerie dans l'État de Jongley.

Dans le cadre de nos activités WASH, nous avons réhabilité des puits et construit des latrines. Nous avons mené des activités de promotion de l'hygiène, fourni des kits d'eau d'urgence (seaux, savon et filtres à eau) et des kits d'hygiène.

A Bentiu, l'équipe d'**INTEROS** a travaillé sur la construction et la réhabilitation de salles de classe dans les écoles primaires. Nous avons dispensé une formation sur la gestion des écoles et la mise en œuvre de plans de développement scolaire.



Syrie © Bayan Kseibi

SYRIE

Domaines d'intervention



2019

Première intervention
dans le pays

122.800

Personnes
touchées

16

Projets



3.237.751 €

Budget de l'activité

Alors que la crise syrienne entre dans sa treizième année, l'ampleur et la complexité des besoins humanitaires ont atteint un niveau sans précédent. Avec une population de 22,1 millions d'habitants, la **Syrie** compte 16,7 millions de personnes dans le besoin.

La détérioration de la situation humanitaire est liée à de multiples facteurs. La poursuite des hostilités a entravé l'accès à l'aide humanitaire et provoqué des déplacements ; une escalade des conflits actifs et des opérations militaires sur plusieurs fronts et dans différentes régions du pays a été signalée au cours du second semestre 2023. Les conséquences directes et indirectes des tremblements de

terre qui ont frappé la Syrie en février 2023 ont fait près de 5 900 morts, plus de 12 800 blessés et au moins 265 000 déplacés. Ils ont gravement endommagé les infrastructures essentielles, perturbé la production alimentaire et les moyens de subsistance, en particulier dans les zones rurales, et provoqué une détresse psychologique et des traumatismes généralisés.

L'aggravation de la crise économique, avec une forte inflation, l'effondrement de la monnaie et de graves pénuries de carburant, a accru le besoin d'aide humanitaire.



Activités en évidence

Suite au tremblement de terre qui a frappé la Syrie le 6 février 2023, **INTERSOS** a mis en place une réponse d'urgence avec un large éventail de services pour les communautés touchées par la catastrophe, en particulier dans les gouvernorats de Hama et d'Idlib. L'intervention comprenait un soutien psychosocial pour traiter la détresse psychologique et les traumatismes dus à la catastrophe, des sessions de sensibilisation sur la façon de réagir en cas de nouveaux tremblements de terre, des services de soins de santé primaires pour les personnes blessées et les communautés touchées, la distribution d'articles non alimentaires, y compris des appareils d'assistance médicale pour les personnes handicapées, et la remise en état des écoles endommagées.

INTERSOS a commencé à opérer en Syrie en 2019, en ciblant les personnes déplacées, les rapatriés et les communautés d'accueil dans les gouvernorats de Hama, Idlib et Rif de Damas.

INTERSOS offre un soutien psychosocial, une assistance aux plus vulnérables et un soutien juridique. Nous proposons également des sessions de sensibilisation aux communautés locales sur les questions de protection humanitaire, y compris l'information de la population sur les risques liés aux mines non explosées, qui sont malheureusement très répandues dans le pays.

Dans les gouvernorats de Hama et d'Idlib, nous fournissons des soins de santé par l'intermédiaire de nos cliniques et de nos équipes médicales mobiles, tandis qu'à Hama, Idlib et Rif Damas, nous

menons des activités visant à améliorer l'accès aux services médicaux et de santé génésique.

Nous distribuons également des médicaments et du matériel médical, formons le personnel de santé et organisons des séances de sensibilisation à la promotion de la santé afin de soutenir le système de santé du pays.

Pour faciliter l'accès à l'éducation des filles et des garçons qui ont été contraints de quitter l'école en raison de déplacements ou de fermetures d'écoles, nos équipes ont réhabilité des écoles et fourni aux enfants du mobilier et du matériel scolaire. En 2023, nous avons réhabilité 17 écoles et distribué plus de 6 000 kits scolaires.

Nous distribuons également des kits d'hygiène pour les femmes et les filles et des kits d'hiver.

Résultats en évidence



16

écoles ont été réhabilitées, offrant un environnement d'apprentissage plus sûr et plus inclusif à 3 200 enfants



22.732

personnes ont bénéficié de consultations de soins de santé primaires



14.304

personnes touchées par le tremblement de terre ont reçu des produits non alimentaires, notamment des kits d'hiver, des kits de dignité, des kits d'hygiène, des kits d'éducation ou des articles de première nécessité



Tchad © René van Beek

TCHAD

Domaines d'intervention



2004

Première intervention
dans le pays

626.000

Personnes
touchées

20

Projets



13.308.521 €

Budget de l'activité

Le Tchad est confronté à une crise humanitaire caractérisée par des déplacements récurrents, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, des urgences sanitaires et des chocs climatiques. La situation sécuritaire reste instable en raison du conflit en cours, des attaques de la part des groupes armés et des tensions entre les communautés, qui contribuent ensemble à l'augmentation des déplacements internes, en particulier dans la province du lac Tchad. Le déclenchement du conflit armé au Soudan a provoqué un afflux important de réfugiés soudanais dans l'est du pays, ainsi qu'un grand nombre de réfugiés tchadiens rentrant chez eux. Déjà avant le conflit au Soudan, plus de 400 000 réfugiés soudanais étaient présents dans le pays. Ils ont été rejoints par près de 600 000 réfugiés soudanais entre le 23 avril et la fin mai 2024, et plus de 170 000 rapatriés tchadiens ont trouvé

refuge dans des camps et des villages. En 2023, 6,9 millions de personnes au Tchad ont eu besoin d'une aide humanitaire. À N'Djamena, **INTERSOS** a mené des activités visant à garantir les droits des réfugiés camerounais, par le biais de la surveillance des frontières. Plus précisément, nous avons assuré l'identification et l'évaluation des besoins des personnes ayant des besoins spéciaux, en fournissant des conseils et une assistance psychosociale, en distribuant des produits non alimentaires, en garantissant une assistance économique et en orientant les cas ayant des besoins spéciaux vers les services compétents. Nous avons également mis en œuvre un projet d'urgence au cours du premier semestre 2023, pour aider les personnes déplacées par les inondations exceptionnelles qui ont frappé la capitale, en assurant des distributions de produits non alimentaires et en proposant des



Activités en évidence

En 2023, en réponse à la crise soudanaise, **INTERSOS** a construit 10 000 abris d'urgence dans le camp de Zabout, le plus grand de la région orientale du pays, pour héberger environ 50 000 personnes déplacées par le conflit. Les travailleurs d'**INTERSOS** ont créé des systèmes de gestion des incendies pour les abris, construit des latrines et des douches, mis en place un système de gestion des déchets ménagers dans le camp et aidé les gens à renforcer la gestion communautaire de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans le camp.

activités dans le domaine de l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat (WASH). Dans la province du lac Tchad, **INTERSOS** surveille les frontières et les besoins de protection, soutient les demandeurs d'asile et les réfugiés dans les procédures de pré-enregistrement, identifie les personnes éligibles pour demander une protection internationale, suit les cas à l'intérieur et à l'extérieur des sites et recueille des dénonciations concernant les incidents de protection. À partir de ces plaintes, notre personnel effectue des analyses de données utiles à la planification des activités d'**INTERSOS** et d'autres acteurs humanitaires. Les cas les plus vulnérables sont redirigés vers des services spécialisés. **INTERSOS** a également fourni des conseils et une assistance psychosociale aux personnes ayant des besoins particuliers, tandis que les personnes extrêmement vulnérables ont été orientées vers des services spécialisés et ont reçu une assistance matérielle ou financière.

Dans la province du lac Tchad, nous avons également fourni une aide alimentaire aux enfants déplacés et soutenu les personnes déplacées à l'intérieur du pays en leur offrant un accès gratuit aux services de soins de santé primaires, aux tests de laboratoire, à la santé reproductive et à la gestion de la malnutrition aiguë, ainsi qu'en promouvant de bonnes pratiques en matière de santé et de nutrition au niveau communautaire et dans les établissements de santé. Une assistance juridique et judiciaire a été fournie aux demandeurs d'asile et aux réfugiés a été fournie à Guilmei (N'Djamena), à Kalambari (Baguirmi Chari) et à Kaya, Mamdi et Fouli (lac Tchad).

Dans l'est du pays, nous sommes allés à la rencontre des réfugiés soudanais et des populations d'accueil les plus vulnérables en leur proposant des services de protection et des interventions visant à favoriser la coexistence pacifique dans le camp de Zabout, le campement de Daguessa et le village d'accueil de Moundo, dans la province de Sila.

Résultats en évidence

 4.280

personnes affectées par la crise humanitaire dans la province du lac Tchad ont reçu des soins de santé primaires

 28.506

personnes ont reçu une aide alimentaire dans la province du lac Tchad

 999

kits d'hygiène distribués à des femmes enceintes ou allaitantes et à des femmes exposées à la violence basée sur le genre dans le département de Mamdi et à N'Djamena



Ukraine © Fabio Bucciarelli

UKRAINE

Domaines d'intervention



2022

Première intervention
dans le pays

322.500

Personnes
touchées

13

Projets



8.806.795 €

Budget de l'activité

Plus de deux ans après l'invasion de l'**Ukraine** en février 2022, les opérations militaires se poursuivent. En 2023, les bombardements et les combats ont causé des dommages considérables aux habitations, aux écoles et aux hôpitaux, en particulier dans les régions de l'est et du sud, faisant de nombreuses victimes civiles.

En 2024, plus de 14,6 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire. Parmi elles, plus de 3,3 millions appartiennent aux communautés de la ligne de front dans l'est et le sud du pays, y compris celles qui vivent dans les territoires occupés. Les besoins sont également importants parmi les quelque 4 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine, en particulier les 111 500 personnes qui vivent actuellement dans des logements collectifs.

À la fin de l'année, quelque 720 000 personnes dans les zones les plus touchées n'avaient pas de logement adéquat. L'éducation a également souffert : seul un tiers des enfants va régulièrement à l'école, tandis que les soins de santé ont connu de graves difficultés, de nombreuses installations ayant été endommagées ou fermées.

Le conflit a eu des répercussions sur la santé mentale de près de 10 millions de personnes. Les enfants sont particulièrement vulnérables : plus d'un million et demi de garçons et de filles ont besoin d'aide pour faire face au stress, à l'anxiété ou à d'autres problèmes de santé mentale.

En 2023, **INTERSOS** continue d'opérer en Ukraine par le biais de quatre bases à Vinnytsia, Kharkiv, Odesa et Dnipro, et d'un bureau de représentation



Activités en évidence

Depuis avril 2023, l'unité de réponse rapide d'**INTERSOS** a fourni une aide humanitaire aux habitants des zones difficiles d'accès et à haut risque dans les régions de Kharkiv, Donetsk, Zaporizhzhia, Dnipro et Kherson, répondant ainsi aux besoins humanitaires les plus aigus. **INTERSOS** et ses partenaires ont notamment aidé les personnes déplacées et les populations vulnérables à Kupiansk, Bilozerka, Kherson, Beryslav, Pokrovsk, Kramatorsk, Kostianstynivka et Orihiv. Après l'activation de la réponse rapide, **INTERSOS** a livré des médicaments, des kits alimentaires, des kits d'hygiène, de l'eau en bouteille et des produits de première nécessité tels que des kits ménagers, des kits d'abris d'urgence, des vêtements, de la literie, du combustible solide, des poêles et des générateurs. Entre avril et août 2023, notre équipe a touché 48 678 personnes.

à Kiev, couvrant au total les oblasts de Vinnytska, Odeska, Kharkivska, Dnipropetrovska, Mykolai-vska, Kherson'ska, Zaporizhzhska et Donetsk.

Toutes les interventions d'**INTERSOS** s'inscrivent dans une approche multisectorielle visant à répondre aux besoins de la population touchée par le conflit. **INTERSOS** offre des services de protection par le biais d'unités mobiles composées de psychologues et de travailleurs sociaux. L'offre de protection globale d'**INTERSOS** comprend la gestion des cas de protection générale, la gestion des cas de violence basée sur le genre, l'assistance individuelle, le soutien psychosocial et l'assistance juridique.

INTERSOS mène également des activités médicales. L'unité médicale mobile est composée d'un médecin et de deux infirmières qui se rendent

dans les différentes Hromadas (municipalités) selon un calendrier mensuel basé sur les besoins de soutien des autorités sanitaires locales. Elle propose des consultations de soins de santé primaires, assurant la distribution de médicaments (gratuits) et orientant les personnes vers des services spécialisés en cas de besoin.

Grâce à des équipes spécialisées, nous apportons également une aide humanitaire d'urgence à la ligne de front et aux zones nouvellement accessibles dans le cadre du mécanisme de réponse rapide.

Conformément à sa stratégie de localisation, **INTERSOS** travaille avec sept partenaires locaux dans tous les oblasts d'intervention. 50 % de tous les projets en cours sont mis en œuvre conjointement avec des partenaires locaux.

Résultats en évidence



57.861

personnes ont participé à des séances de
soutien psychosocial

2.127

familles vulnérables ont reçu une aide pour
l'hiver

7.938

personnes ont bénéficié d'activités de gestion de cas





Venezuela © Martina Martelloni/INTERSOS

VENEZUELA

Domaines d'intervention



2019

Première intervention
dans le pays

21.500

Personnes
touchées

8

Projets



1.321.064 €

Budget de l'activité

Ces dernières années, le **Venezuela** a traversé une crise socio-politique et économique qui a entraîné l'une des plus importantes crises de réfugiés au monde. 7,7 millions de Vénézuéliens ont fui le pays, trouvant refuge principalement dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Cependant, même dans les pays d'accueil, les Vénézuéliens ont du mal à trouver un logement et un emploi stables et certains choisissent de retourner dans leur pays d'origine.

Actuellement, 7,6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans le pays et des millions n'ont pas accès à des quantités suffisantes de nourriture ou à des soins de santé adéquats.

Selon le réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine, l'insécurité alimentaire atteindra des niveaux de crise pour environ 2 millions de personnes en 2024. L'accès à l'école est de plus en plus complexe, avec des infrastructures inadéquates et un manque d'enseignants. On estime que 900 000 enfants ne sont pas scolarisés et qu'au moins 1,3 million risquent d'abandonner l'école.

L'intervention d'**INTERSOS** au Venezuela se concentre sur l'amélioration de l'accès à des services de protection spécialisés et complets, y compris la gestion de cas, le soutien psychosocial, l'assistance juridique et la réponse à la violence basée sur le genre.



Activités en évidence

INTERSOS a apporté son soutien à l'obtention de certificats de naissance et de documents d'identité dans l'État d'Amazonas, en fournissant des conseils juridiques aux communautés indigènes riveraines et en assurant le transport vers les lieux d'obtention des documents. L'accès à la nationalité vénézuélienne a également été garanti aux filles et aux garçons nés en dehors du Venezuela, grâce à un système d'orientation intégré entre les équipes juridiques des États d'Apure (Venezuela) et d'Arauca (Colombie).

Notre personnel a joué un rôle crucial en répondant aux besoins des communautés touchées par la crise, dans le but de fournir des services de santé complets et de renforcer la capacité de réponse des établissements de santé. Ces services comprennent des consultations médicales générales, des dépistages nutritionnels pour les enfants (0-59 mois), des dépistages généraux et nutritionnels pour les femmes enceintes, ainsi que d'autres soins médicaux essentiels. De plus, des services spécialisés de gynécologie et de pédiatrie ont été intégrés aux services de soins primaires et de protection.

L'équipe d'**INTERSOS** a mené des activités de

sensibilisation de la communauté sur des questions de santé telles que la prévention des maladies sexuellement transmissibles, les méthodes de contraception, le diagnostic communautaire de la malnutrition et de l'allaitement, ainsi que des cours de formation pour le personnel des centres de santé sur les protocoles actualisés de prise en charge des femmes enceintes souffrant d'hypertension ou de diabète, la gestion des infections puerpérales et des hémorragies post-partum.

Des unités mobiles de santé et de protection ont été créées pour apporter une réponse articulée et intégrée à certaines communautés vulnérables sur le plan médical, psychologique et social.

Résultats en évidence

162

survivants de violence basée sur le genre ont reçu une aide

7.217

personnes ont reçu des conseils médicaux

863

personnes ont bénéficié d'un soutien psychosocial

146

personnes ont obtenu un acte de naissance



Yemen © INTERSOS

YEMEN

Domaines d'intervention



2008

Première intervention
dans le pays



207.200

Personnes
touchées



22

Projets



12.921.123 €

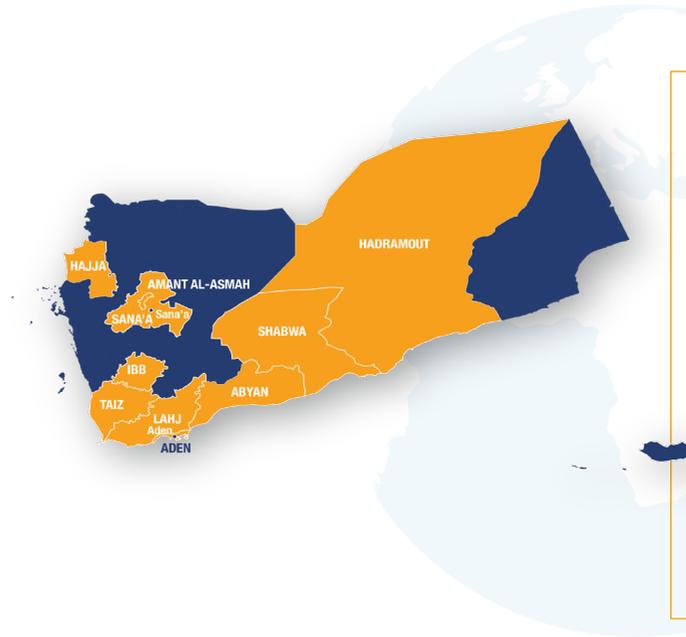
Budget de l'activité

Le **Yémen** demeure l'une des plus grandes crises humanitaires au monde. En 2024, plus de 18,2 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, ont besoin d'une aide humanitaire. Depuis la fin de l'année 2023, les hostilités en mer Rouge et leur impact sur le transport de l'aide humanitaire par les ports de Hodeida et d'Aden sont venus compliquer la crise.

Le 2 avril 2022, les parties au conflit ont accepté une trêve sous l'égide de l'ONU, qui s'est achevée le 2 octobre. Bien que la trêve n'ait pas été prolongée, le conflit à grande échelle n'a pas repris. Le conflit actuel se caractérise par une fragmentation tribale, ethnique, politique et religieuse.

Le Yémen est également un pays de transit sur la route migratoire de l'Afrique de l'Est vers l'Arabie saoudite et d'autres pays voisins, avec environ 308 000 migrants sans papiers et 72 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés en 2023.

En 2023, nous avons aidé les groupes les plus vulnérables, y compris les personnes déplacées, les réfugiés et les migrants, dans le nord et le sud du pays, en fournissant une réponse humanitaire intégrée et multisectorielle pour aider les gens à faire face aux effets immédiats et à long terme de la guerre et du changement climatique, y compris la malnutrition, la sécheresse et l'accès difficile aux services essentiels.



Activités en évidence

En réponse aux risques sanitaires croissants, notamment les maladies d'origine hydrique telles que la diarrhée et le choléra, exacerbés par de mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement, **INTERSOS** a concentré ses efforts à Al-Rumaid, une zone accueillant 170 familles déplacées provenant de diverses régions. Nous avons organisé des séances d'éducation à l'hygiène, qui ont contribué à modifier les comportements et à réduire les risques de maladie. Nous avons distribué des kits d'hygiène contenant des articles essentiels pour promouvoir la propreté et prévenir la transmission des maladies, et nous avons géré la collecte des déchets solides afin de contribuer à la santé générale et au bien-être des résidents du camp.

INTERSOS s'efforce de préserver les droits et le bien-être des personnes en leur fournissant une assistance juridique, un soutien psychosocial et des services de protection de l'enfance. Nous fournissons également des abris d'urgence et des produits de première nécessité aux personnes touchées par des conflits ou des catastrophes naturelles.

Pour améliorer l'accès aux services de santé de base et la nutrition des enfants et des femmes enceintes souffrant de malnutrition, nous travaillons avec des cliniques mobiles, des campagnes d'immunisation et des programmes d'éducation nutritionnelle.

Nous soutenons la résilience des communautés en améliorant leur capacité à se procurer de la

nourriture et à créer des moyens de subsistance durables. Les activités comprennent la formation agricole, la distribution de bétail et l'assistance économique pour l'achat de nourriture. Nous nous efforçons également de garantir l'accès à l'eau potable, d'améliorer les installations sanitaires et de promouvoir les pratiques d'hygiène afin de prévenir les épidémies grâce à la construction de points d'eau et de latrines et à la distribution de kits d'hygiène.

Enfin, nous nous concentrons sur l'accès à l'éducation pour les filles et les enfants touchés par les situations d'urgence, grâce à la mise à disposition d'espaces d'apprentissage temporaires et à la formation des enseignants.

Résultats en évidence



152.400

personnes ont bénéficié d'un examen médical



666

survivants de violence basée sur le genre ont bénéficié d'un soutien spécialisé



23.474

personnes ont reçu des kits d'hygiène

a. Focus: le travail d'INTEROSOS dans le domaine de la vaccination

La pandémie de COVID-19 a eu un impact majeur sur les systèmes de santé du monde entier; l'effet de la pandémie sur les systèmes fragiles des pays à revenu faible et intermédiaire a été perturbant. L'impact négatif s'est fait sentir sur plusieurs composantes des systèmes de santé qui sont fragiles par définition. Les ressources humaines, les priorités concurrentielles et les achats sont quelques-uns des domaines touchés par les effets négatifs de la pandémie. Les plus vulnérables ont été les plus touchés, et la mise en œuvre des Programmes élargis de vaccination (PEV) a subi le pire recul de la vaccination des enfants dans le monde depuis 30 ans. Les services du PEV comprennent des procédures de surveillance et de contrôle des maladies, ainsi que l'achat et la fourniture de vaccins.

Le nombre d'enfants n'ayant pas eu accès aux campagnes de vaccination est passé de 19 millions en 2019 à près de 23 millions en 2020 et 25 millions en 2022. La pandémie a ramené la situation aux niveaux de 2008. En effet, entre 2019 et 2021, le nombre d'enfants zéro-dose¹⁵ (EZD) est passé de 13 à 18 millions à l'échelle mondiale. Un chiffre clé pour comprendre ce déclin concerne les enfants complètement vaccinés contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche. Ce pourcentage est passé de 86% à 81%. La couverture vaccinale contre la rougeole a connu une évolution similaire. Les données sur la couverture vaccinale sont claires: l'UNICEF estime que 67 millions d'enfants n'ont pas bénéficié de la vaccination de routine, en tout ou en partie, entre 2019 et 2021, et que 48 millions d'entre eux vivent dans les communautés les plus reculées. 1 enfant sur 5 est un EZD et 1 enfant sur 5 n'est pas protégé contre la rougeole. Il convient de noter que l'éducation a un impact important sur ces statistiques. En effet, les enfants de mères peu ou pas éduquées ont beaucoup moins de chances d'être vaccinés. 23,5% des EZD ont des mères sans éducation, tandis que seulement 6,9 % des EZD ont des mères ayant un niveau d'éducation secondaire.

En 2023, **INTEROSOS** a conclu son expérience de la campagne de vaccination COVID-19 au Yémen et au Nigéria et, dans les deux pays, les résultats ont été positifs. Dans l'État de Borno, **INTEROSOS** a administré près de 400 000 doses pour un total de 255 071 personnes entièrement vaccinées, atteignant ainsi 8 % de l'objectif total de l'État. La plupart des vaccins ont été administrés dans des zones difficiles d'accès en raison du conflit en cours. Au Yémen, les chiffres absolus ont été inférieurs (14 392 personnes entièrement vaccinées dans le gouvernorat de Lahij), mais **INTEROSOS** a contribué concrètement au démarrage difficile de la campagne de vaccination. Il convient de souligner que dans les deux contextes, **INTEROSOS** a atteint plus de 100% de l'objectif initial. Grâce à l'expérience acquise sur le terrain, **INTEROSOS** a présenté au cours de l'année 2023 un rapport reflétant les leçons apprises et une série de recommandations à partager avec la communauté humanitaire internationale, indiquant 6 défis décisifs qui peuvent avoir un impact à l'avenir : renforcer les systèmes de santé dans les pays fragiles, assurer la disponibilité de personnel de santé formé, fournir un accès rapide aux fonds pour permettre aux acteurs sur le terrain d'agir en temps opportun, la nécessité d'investir dans des activités et des outils d'information pour contrer la désinformation, la collecte de données actualisées et intégrées, et la mise en œuvre d'un système mondial de surveillance des épidémies.

INTEROSOS a été invité à participer à la réunion conjointe sur la vaccination contre la COVID-19 dans les situations humanitaires, qui a abouti à un plan d'action pour une préparation plus large à la pandémie. Le début de la vaccination COVID-19 a été marqué par des inégalités dans la distribution et l'administration du vaccin ; l'objectif de la réunion était d'évaluer les obstacles et de proposer des solutions pour améliorer l'administration du vaccin aux personnes à risque pendant les réponses à la pandémie. **INTEROSOS** faisait partie du comité de pilotage du groupe de travail aux côtés d'acteurs tels que le CDC Afrique, le CoVDP, le FCDO, l'Alliance GAVI, la GIZ, le CICR, l'ICVA, MSF, le Fonds Mondial, la Banque Mondiale, l'UNICEF,

¹⁵ Selon la définition de l'OMS, les « enfants zéro dose » sont ceux qui n'ont pas accès aux services de vaccination de routine ou qui ne sont jamais atteints par ces services. D'un point de vue opérationnel, il s'agit des enfants qui n'ont pas reçu leur première dose de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche.

l'USAID et l'OMS¹⁶. **INTEROSOS** a également coprésidé avec la GIZ l'un des trois groupes de travail axés sur le renforcement des systèmes de santé et la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies. L'OMS a publié le rapport final dans lequel des solutions ont été identifiées et un plan d'action élaboré pour améliorer la vaccination des personnes à risque lors des interventions en cas de pandémie ; les actions proposées se concentrent spécifiquement sur l'amélioration de la vaccination dans les contextes humanitaires. Les travaux de la conférence se poursuivent en 2024 et les résultats obtenus peuvent être utilisés pour étendre le plan à d'autres mesures de santé publique.

Le travail et les résultats obtenus ont incité **INTEROSOS** à étendre ses efforts et ses opérations dans le domaine de la vaccination, avec le développement de lignes directrices pour la mise en œuvre de campagnes de vaccination de masse dans des contextes humanitaires, qui fourniront aux missions un outil opérationnel prenant en compte tous les différents aspects d'une campagne de vaccination de masse, tels que la promotion de la demande et l'accès aux personnes à risque, l'évaluation épidémiologique, la planification et la préparation de la campagne, la collecte de données et, bien sûr, la logistique et l'approvisionnement.

INTEROSOS dispose d'atouts stratégiques pour soutenir de manière décisive la vaccination de masse et le Programme élargi de vaccination dans les contextes humanitaires. L'Organisation a une proximité et un accès aux zones les plus difficiles et aux personnes les plus fragiles dans les pays où **INTEROSOS** intervient. L'intégration des composantes Protection et Santé est un autre atout décisif de la stratégie de vaccination d'**INTEROSOS** et de la relation avec de nouveaux bailleurs de fonds tels que la Fondation Bill & Melinda Gates dans deux projets de soutien à la vaccination au Nord et au Sud du Yémen. Dans d'autres pays, **INTEROSOS** travaille avec les bailleurs de fonds et les autorités locales pour augmenter son impact médical à travers la vaccination ou la réduction de l'impact du paludisme dans des contextes humanitaires, comme au Burkina Faso.

INTEROSOS souhaite s'appuyer sur l'expérience acquise dans ce domaine et renforcer l'impact des opérations médicales. La vaccination est un domaine qui a grand besoin d'être soutenu, en particulier pour les populations vivant dans des contextes humanitaires gravement touchés par les conflits, la violence généralisée ou le changement climatique et qui ont accès à des systèmes de santé en crise. Les campagnes de vaccination permettent non seulement de sauver des vies (4,4 millions de vies par an et 5,8 millions si les objectifs du Programme 2030 pour la vaccination sont atteints), mais elles ont également un effet positif et progressif sur les systèmes de santé en n'augmentant pas la demande de services de santé sur les systèmes fragiles. L'impact sur la santé publique ne s'arrête pas là, mais notre objectif est aussi de laisser des ressources disponibles sur le terrain pour renforcer les systèmes nationaux : le soutien à la chaîne du froid, la formation des vaccinateurs ou les campagnes de surveillance de la paralysie flasque aiguë, qui sont utiles pour surveiller l'émergence des épidémies de poliomyélite, sont des exemples de cette approche.

¹⁶ Les Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies, le Partenariat pour la distribution de vaccins contre la COVID-19, le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation, Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, le Comité international de la Croix rouge, le Conseil international des agences bénévoles, Médecins sans frontières, le Fonds Mondial, la Banque Mondiale, le Fonds international d'urgence pour les enfants, l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'Organisation mondiale de la santé.



10. GLOSSAIRE

ACCÈS HUMANITAIRE: il n'existe pas de définition universellement acceptée du terme «accès humanitaire», ni dans la pratique, ni dans le Droit international public. Cependant, l'OCHA et de nombreux acteurs humanitaires utilisent et promeuvent une définition générale de l'accès humanitaire, adoptée par **INTERSOS**: l'accès humanitaire fait référence à la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les personnes touchées par la crise, ainsi qu'à la capacité de la population touchée à accéder à l'aide et aux services humanitaires, conformément aux principes humanitaires de base.

APPROCHE STATIQUE ET MOBILE: l'approche mobile est une modalité opérationnelle de prestation de services utilisée comme stratégie de réponse dans les situations d'urgence humanitaire, visant à fournir une assistance aux personnes vulnérables ayant un accès limité aux services.

L'approche statique, quant à elle, consiste à apporter une aide aux populations dans le besoin au sein des infrastructures existantes. Ces modes d'intervention peuvent être utilisés seuls ou combinés dans différents secteurs (santé, protection, WASH, éducation en situation d'urgence) et de manière intégrée.

ASSISTANCE ÉCONOMIQUE: l'aide financière pour répondre aux besoins immédiats et vitaux est un mode de soutien qui permet l'autonomisation des personnes assistées. L'assistance économique permet aux personnes d'avoir la liberté et la dignité de décider elles-mêmes de la meilleure façon de répondre à leurs besoins de sécurité et de bien-être, et offre un large éventail de possibilités d'action telles que le paiement d'un loyer, l'achat de nourriture, l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la protection.

ASSISTANCE JURIDIQUE: conseils, assistance et représentation juridiques visant à protéger les personnes vulnérables contre les risques éventuels. L'assistance juridique peut être appliquée, par exemple, en sensibilisant aux informations et aux droits juridiques, en apportant un soutien pour l'obtention des documents civils nécessaires, tels que les certificats de naissance ou de mariage, ou en offrant une médiation et un soutien juridique pour les questions liées à la protection ou à la propriété. Dans les cas de violence basée sur le genre, l'assistance juridique fait partie d'un ensemble complet de mesures d'aide aux survivants.

PRODUITS NON ALIMENTAIRES: les produits non alimentaires (NFI) sont des produits non alimentaires utilisés dans des contextes humanitaires pour fournir une assistance aux personnes touchées par tous les types de crises, des conflits humanitaires aux catastrophes naturelles. Lorsqu'elles migrent ou se réfugient dans des endroits éloignés de leur foyer et de leur communauté, les personnes déplacées abandonnent souvent leurs moyens de subsistance, leurs biens et leurs principales sources de revenus. **INTERSOS** prépare des produits non alimentaires pour les populations déplacées à leur arrivée dans des zones d'habitation formelles ou informelles. Les produits non alimentaires comprennent, par exemple, du savon, des articles sanitaires et d'hygiène personnelle, des vêtements, des couvertures et des ustensiles de cuisine.

GESTION DE CAS: il s'agit d'une manière d'organiser et de mener des activités pour répondre aux besoins d'un individu et/ou de sa famille ou de son tuteur, en responsabilisant les individus et en renforçant leur autosuffisance ou leur indépendance d'une manière appropriée, systématique et opportune, par le biais d'un soutien direct, de conseils et d'orientations (indications d'acteurs tiers qui peuvent prendre en charge un problème spécifique). Il s'agit d'une relation professionnelle, cohérente et continue avec l'individu et/ou la famille. Il s'agit d'un processus collaboratif, coordonné et multisectoriel qui se déroule entre le praticien et la personne à risque.

CLINIQUES MOBILES: il s'agit d'installations médicales mobiles conçues pour fournir des services de santé essentiels aux populations dans le besoin, en particulier dans les zones où l'accès aux établissements de santé est limité ou interrompu en raison d'un conflit, d'une catastrophe naturelle ou d'autres situations d'urgence. L'OMS recommande l'utilisation de cliniques mobiles si aucun centre de soins de santé primaires

fonctionnel n'est disponible dans un rayon de 10 à 15 kilomètres. Ces cliniques sont équipées de fournitures médicales, de matériel et de personnel pour fournir des services de soins de santé primaires directement aux communautés dans les zones éloignées ou difficiles d'accès. L'ensemble minimal de services pouvant être fournis par une clinique mobile comprend des consultations générales (couvrant les maladies transmissibles, y compris la gestion intégrée des maladies infantiles et non transmissibles), des services de santé sexuelle et reproductive (tels que les soins prénatals, les soins postnatals, le planning familial, les soins cliniques aux victimes d'agressions sexuelles), les services de nutrition (y compris la prévention, l'identification et la prise en charge clinique de la malnutrition aiguë), le soutien aux programmes de vaccination de routine (Programme élargi de vaccination) et l'orientation vers des établissements spécialisés, le cas échéant, afin de garantir la continuité des soins.

PROTECTION À BASE COMMUNAUTAIRE: la protection à base communautaire (PBC) désigne le processus d'engagement significatif des communautés pour identifier les risques de protection, améliorer leur capacité à réagir et leur donner les moyens de développer des stratégies d'autoprotection durables qui réduisent et atténuent les risques de protection et la vulnérabilité.

COMMUNICATION SUR LES RISQUES: la communication sur les risques est l'échange d'informations, de conseils et d'opinions entre des experts ou des travailleurs humanitaires et des personnes confrontées à une menace (due à un danger) pour leur survie, leur santé ou leur bien-être économique ou social.

La communication sur les risques est utilisée pour permettre aux individus et aux communautés à risque de prendre des décisions éclairées afin d'atténuer les effets d'une menace et de prendre des mesures préventives de manière proactive.

COORDINATION ET GESTION DES CAMPS DE DÉPLACÉS ET DE RÉFUGIÉS (CCCM): des équipes qui veillent à ce que tous les services au sein des camps de déplacés et de réfugiés soient fournis de manière efficace et efficiente. Les activités de CCCM sont mises en œuvre pour assurer la protection des populations déplacées dans tous les types d'environnements et de communautés dans lesquels ces populations vont s'installer. Il peut s'agir d'environnements ruraux ou urbains, de sites planifiés ou informels ou de centres de transit.

COVAX: le COVID-19 Vaccine Global Access(COVAX) est une initiative mondiale visant à coordonner les ressources internationales afin de permettre un accès équitable au diagnostic, au traitement et un accès juste et équitable aux vaccins contre la COVID-19. Le COVAX finance (par l'intermédiaire de nombreux bailleurs de fonds) la participation de 92 pays à revenu faible ou intermédiaire (pays AMC) à l'accès aux vaccins COVID-19. Il s'agit d'une collaboration entre la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), le Gavi, l'Alliance pour les vaccins, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF. **INTERSOS** a joué un rôle clé dans l'initiative COVAX dans ses domaines d'intervention, en participant à l'administration des vaccins et aux initiatives de sensibilisation à la pandémie de COVID-19.

L'INSTALLATION INFORMELLE: c'est un lieu non formellement reconnu par les autorités, où des personnes en déplacement ou en situation d'exclusion sociale s'installent pour une durée plus ou moins longue. D'une manière générale, les quartiers informels sont des lieux particulièrement exposés à des situations de danger pour la sécurité physique et la stabilité psychologique des personnes, ainsi qu'à des risques de protection, et caractérisés par des conditions sanitaires insuffisantes.

KITS: les kits sont des paquets qui sont souvent distribués au sein des communautés et parmi les populations touchées par les crises humanitaires. Les kits les plus courants sont les kits d'hygiène (brosse à dents, dentifrice, savon, shampoing, désinfectant pour les mains, mouchoirs en papier, produits d'hygiène féminine), les kits de dignité (seaux, savon, articles de gestion de l'hygiène menstruelle tels que des chiffons et des serviettes hygiéniques polyvalentes) des kits saisonniers, par exemple des kits d'hivernage (couvertures, matelas de couchage, lanternes solaires et matériaux isolants pour les tentes) et des kits de protection, qui

comprennent des articles destinés à réduire les risques de protection, tels que des torches et des sifflets. Ces kits fournissent, de manière ciblée, les ressources nécessaires pour répondre aux besoins immédiats ou personnels. Dans certains cas, des éléments d'abris sont inclus dans le kit de base.

MALADIES NON TRANSMISSIBLES: les maladies non transmissibles (MNT), également appelées maladies chroniques, sont des maladies qui tendent à affecter les individus sur une longue période, voire toute une vie, et qui sont le résultat d'une combinaison de facteurs génétiques, physiologiques, environnementaux et comportementaux. Les principaux types de MNT sont les maladies cardiovasculaires (notamment les crises cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux), les cancers, le diabète et les maladies respiratoires chroniques (notamment les broncho-pneumopathies chroniques obstructives et l'asthme). Les MNT touchent de manière disproportionnée les populations des pays et communautés à revenu faible ou intermédiaire, où se produisent plus des trois quarts des MNT mondiales (31,4 millions de décès).

MALNUTRITION (AIGUË GRAVE ET AIGUË MODÉRÉE): la malnutrition fait référence à des carences ou à des excès dans l'apport en nutriments, à des déséquilibres en nutriments essentiels ou à une mauvaise utilisation des nutriments. La malnutrition comprend à la fois la dénutrition, la surcharge pondérale et l'obésité, ainsi que les maladies non transmissibles liées à l'alimentation. La dénutrition se manifeste sous quatre formes principales : l'émaciation, le retard de croissance, l'insuffisance pondérale et les carences en micronutriments.

La malnutrition aiguë modérée (MAM), également connue sous le nom d'émaciation, est mesurée à l'aide d'un indicateur poids-taille (z-score) ou de la circonférence moyenne du bras (MUAC), qui indique des valeurs inférieures à la moyenne dans des tableaux de référence. Si elle n'est pas traitée ou corrigée, la MAM peut facilement conduire à la MAS (malnutrition aiguë sévère).

La MAS résulte d'une quantité insuffisante d'énergie (kilocalories), de graisses, de protéines et/ou d'autres nutriments (vitamines et minéraux, etc.) pour couvrir les besoins individuels. La MAS est souvent associée à des complications médicales dues à des troubles métaboliques et à une immunité compromise. Il s'agit d'une cause majeure de morbidité et de mortalité chez les enfants dans le monde.

La MAS est également mesurée à l'aide d'un indicateur poids-taille (z-score) ou de la circonférence moyenne du bras (MUAC), dont les tableaux de référence indiquent des valeurs bien inférieures à la moyenne.

MÉCANISME DE RÉPONSE RAPIDE: le mécanisme de réponse rapide (MRR) est un modèle opérationnel qui permet de fournir une aide humanitaire immédiate et vitale pendant ou immédiatement après un conflit ou des chocs liés au changement climatique, dans les zones où il y a des combats et dans les zones difficiles d'accès. Le MRR est mis en œuvre dans les 72 heures qui suivent l'urgence. Généralement, le MRR est mis en œuvre selon plusieurs modalités, notamment : le déploiement rapide du personnel d'**INTERSOS** par le biais de missions internes ou embarqué dans des convois humanitaires, le prépositionnement et le stockage d'produits non alimentaires, de médicaments vitaux ou d'équipements médicaux prêts à être déployés rapidement, le soutien aux équipes de livraison sur le dernier kilomètre, la distribution d'produits non alimentaires (principalement dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et des abris d'urgence).

SURVEILLANCE DES FRONTIÈRES: actions entreprises pour améliorer la compréhension des profils, des schémas migratoires et des menaces (notamment la traite des êtres humains, le terrorisme et l'immigration clandestine) qui pèsent sur les populations en mouvement. Ces actions sont menées par le biais de la collecte de données à des points frontaliers terrestres méticuleusement et stratégiquement sélectionnés. Les activités de surveillance des frontières visent à mieux faire connaître les besoins des populations migrantes, notamment en termes de connaissance des programmes humanitaires et de développement disponibles, de ressources pour un passage sûr et d'intégration des populations migrantes.

MORBIDITÉ: nombre de cas d'une maladie enregistrés au cours d'une période donnée par rapport au

nombre total de personnes étudiées. Le taux de morbidité peut être déterminé de deux manières : en rapportant le nombre total d'individus atteints de la maladie en question à la population étudiée (prévalence), ou uniquement le nombre d'individus chez qui la maladie est apparue pour la première fois au cours d'une période donnée (incidence).

PERSONNES AYANT DES BESOINS SPÉCIAUX: les personnes ayant des besoins spéciaux sont des individus confrontés à des difficultés de diverses natures (telles qu'un handicap ou une déficience physique, émotionnelle, comportementale ou d'apprentissage) et qui ont donc besoin de services supplémentaires ou spécialisés.

PERSONNES VULNERABLES: dans le cadre de la protection internationale, les personnes vulnérables sont les mineurs, les mineurs non accompagnés, les personnes âgées, les femmes enceintes, les parents isolés avec des enfants mineurs, les victimes de la traite des êtres humains, les personnes souffrant d'une maladie physique grave ou de troubles mentaux, les personnes ayant subi des tortures, des viols ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle, ainsi que les victimes de mutilations génitales.

PREMIERS SOINS PSYCHOLOGIQUES: les premiers soins psychologiques sont apportés aux personnes souffrant d'un stress ou d'un traumatisme récent. Il s'agit de soins non intrusifs et d'un soutien pratique, d'une évaluation des besoins et des préoccupations, d'une aide pour répondre aux besoins de base, d'une écoute sans pression, d'une discussion avec les personnes pour les rassurer, d'une aide pour accéder à l'information, aux services et aux soutiens sociaux, d'une protection et d'une prévention contre d'autres préjudices. **INTERSOS** reconnaît l'importance des premiers secours psychologiques, car la santé mentale est l'un des piliers essentiels de la santé et du bien-être des individus.

SUIVI DE LA PROTECTION: cette activité essentielle vise à comprendre pleinement la diversité des risques et des besoins des différents groupes et individus, conformément à l'âge, au genre et à la diversité (AGD), en collectant, vérifiant et analysant régulièrement et systématiquement des informations sur une longue période afin d'identifier les violations des droits et/ou les risques en matière de protection pour les populations touchées. Les activités de suivi de la protection couvrent des questions essentielles telles que les besoins de protection juridique, matérielle, psychologique et physique, les violations des droits humains, la détention, les solutions durables, les droits au logement, à la terre et à la propriété, les mouvements de population et la surveillance des frontières, la protection des enfants et le suivi de la violence basée sur le genre.

PROTECTION: la protection consiste en des actions spécifiques visant à rétablir les droits les plus fondamentaux des personnes en situation de violence ou de crise, et à surmonter et prévenir l'exposition à des dommages physiques et/ou psychologiques. La protection consiste à garantir la dignité humaine, le respect des droits de chaque personne, l'accès à l'assistance juridique et le dépassement des conséquences des abus subis, dans le but de créer des solutions durables. Les activités de protection sont menées par des professionnels tels que des psychologues, des travailleurs sociaux, des conseillers juridiques, des médiateurs, etc.

POINTS D'EAU: les points d'eau sont des sources d'eau qui fournissent aux personnes vivant dans une zone donnée un accès sûr et équitable à une quantité suffisante d'eau pour la boisson, la cuisine et l'hygiène personnelle et domestique. Les points d'eau sont suffisamment proches des ménages pour leur permettre d'utiliser l'eau dont ils ont besoin au minimum.

ORIENTATION/RENOI VERS DES SERVICES SPÉCIALISÉS: une orientation ou un renvoi vers des services spécialisés est un processus de réorientation d'une personne ou d'une famille vers une autre organisation ou installation parce qu'elle a besoin d'une action supplémentaire pour répondre à un besoin identifié, qui dépasse la compétence ou le champ d'action de l'organisation qui a pris en charge la personne/famille.

ABRI D'URGENCE: les abris d'urgence sont des espaces de vie couverts (structures ou tentes) pour les groupes, les familles et les individus fuyant les conflits ou les urgences climatiques. Un abri d'urgence n'est pas seulement une structure ou une tente, mais un moyen de protéger les personnes déplacées ou en migration. Dans les situations d'urgence, il est essentiel de fournir des abris dans le cadre des responsabilités et du mandat des acteurs humanitaires, afin que les personnes déplacées puissent bénéficier d'un cadre de vie sûr et sain qui les protège des conditions météorologiques et leur offre intimité, dignité et sécurité émotionnelle.

RISQUES DE PROTECTION: un risque de protection est une exposition réelle ou potentielle à la violence, à la persécution ou à la privation délibérée. Le préjudice résultant de ces risques peut porter atteinte à l'intégrité physique ou mentale d'une personne, à sa sécurité matérielle et/ou violer ses droits. Certains risques de protection sont : le mariage d'enfants, précoce ou forcé ; la violence basée sur le genre ; la traite des personnes ; le travail forcé ou les pratiques analogues à l'esclavage.

SANTÉ MENTALE: état de bien-être mental qui permet de faire face aux pressions et au stress de la vie, de contribuer à sa communauté, de travailler et d'apprendre efficacement, et de réaliser pleinement ses capacités et son potentiel. La santé mentale est l'un des piliers essentiels de la santé et du bien-être, permettant aux individus de créer des relations et de façonner les communautés et le monde dans lesquels nous vivons. **INTERSOS** reconnaît que la santé mentale est un droit humain fondamental et qu'elle est importante pour le développement personnel, communautaire et socio-économique, et continue de travailler à l'amélioration de la santé mentale et du bien-être des personnes en situation de vulnérabilité.

SESSIONS DE SENSIBILISATION: les sessions de sensibilisation visent à permettre à des groupes de personnes d'acquérir les connaissances nécessaires dans un domaine donné. Par exemple, des sessions de sensibilisation peuvent être organisées pour prévenir les maladies infectieuses, améliorer la santé publique et la sécurité dans les communautés, prévenir ou identifier d'éventuels cas de violence basée sur le genre.

PDI: les PDI sont les personnes qui ont été forcées de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de persécutions, de violations des droits humains ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, et qui, contrairement aux « réfugiés », n'ont pas franchi les frontières d'un État.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: la sécurité alimentaire est un domaine qui vise à remédier au manque d'accès temporaire ou prolongé à une nourriture adéquate et nutritive pour chaque membre du ménage afin de mener une vie active ou saine. L'insécurité alimentaire est l'un des paramètres utilisés pour mesurer le nombre de personnes incapables d'accéder à la nourriture ou de se l'offrir. Elle est mesurée par la classification intégrée des stades de la sécurité alimentaire (IPC), sur une échelle allant de 1 (sécurité alimentaire générale) à 5 (famine/catastrophe humanitaire).

SEUIL DE PAUVRETÉ: le seuil de pauvreté est un paramètre normatif qui vise à établir le niveau de revenu en dessous duquel une famille ou un individu peut être considéré comme pauvre. Ce seuil prend des valeurs différentes selon le pays considéré : pays développés ou pays en développement.

ESPACE PROTÉGÉ: un lieu ou un environnement dans lequel une personne ou une catégorie de personnes peut se sentir à l'abri de la discrimination, de la critique, du harcèlement ou de tout autre préjudice émotionnel ou physique. Un espace protégé est un lieu où les personnes peuvent s'exprimer librement sans craindre les préjugés ou les jugements négatifs. Des exemples d'espaces protégés sont les espaces amis des enfants (espaces mis en place dans des contextes d'urgence pour aider à soutenir et à protéger les enfants. Leur objectif est de redonner un sentiment de normalité et de continuité aux enfants dont la vie a été perturbée par des guerres, des catastrophes naturelles ou d'autres situations d'urgence) et les espaces sûrs pour les femmes et les filles (espaces où la sécurité physique et émotionnelle des femmes et des filles est respectée,

où les femmes et les filles se sentent protégées et sont soutenues dans le cadre de processus d'autonomisation).

SOUTIEN PSYCHOSOCIAL: le soutien psychosocial est l'ensemble des mesures prises pour faciliter et renforcer la résilience des individus, des familles et des communautés afin qu'ils s'adaptent à l'adversité et la surmontent, ce qui peut avoir des répercussions à long terme. **INTERSOS** offre un soutien psychosocial en accord avec la conviction que la santé mentale est un droit humain fondamental.

VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE: la violence basée sur le genre consiste en un type de violence physique, psychologique, sexuelle et institutionnelle exercée à l'encontre de toute personne ou groupe de personnes sur la base de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre et de leur sexe. Tout le monde peut être victime de violence basée sur le genre, mais la plupart des cas concernent les femmes et les filles. Ce phénomène a des racines profondes et est lié aux stéréotypes de genre. Il est considéré comme l'une des violations des droits humains les plus flagrantes et les plus fréquentes dans toutes les communautés et sociétés.

WINTERISATION: la winterisation (ou hivernage) consiste à aider les individus et les communautés à se préparer à la saison hivernale. Cette activité est devenue l'une des priorités des organisations humanitaires, dont **INTERSOS**. Elle nécessite la distribution de kits d'articles de première nécessité et d'une aide financière, l'amélioration des infrastructures pour éviter les inondations hivernales régulières et la fourniture de combustible et de poêles pour ceux qui vont bientôt affronter les mois d'hiver.



11. NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Ce document vise à respecter les dispositions dictées par le décret législatif n° 117 du 3 juillet 2017, qui sont obligatoires pour les entités du tiers secteur à partir de l'exercice 2020. **INTERSOS** a donc achevé le processus de rédaction et de production du Rapport social 2023 conformément aux dispositions du ministère du Travail et des Politiques sociales à travers les lignes directrices énoncées dans le décret du 4 juillet 2019, publié dans la Gazzetta Ufficiale Serie Generale n° 186 du 9 août 2019.

L'objectif principal du présent rapport est de rendre compte de nos activités et de nos réalisations en 2023. Il est sous-tendu par la volonté d'être une organisation transparente et responsable vis-à-vis de toutes les parties prenantes externes et internes impliquées dans la mise en œuvre et la gestion des activités. Par la représentation de ce qui a été fait, nous voulons mettre en évidence et surtout faire connaître la valeur ajoutée sociale générée, les changements sociaux produits et la durabilité de l'action sociale entreprise.

Le contenu du rapport a été élaboré à la suite de l'analyse et de l'évaluation critique des informations recueillies par le biais de questionnaires et de tables rondes organisées avec les principales parties prenantes internes et externes.

Les informations relatives à la structure et à l'administration proviennent principalement des statuts de l'Association, approuvés par l'Assemblée des membres du 17 juillet 2020, qui s'est réunie en session extraordinaire pour approuver les modifications des statuts afin de se conformer au décret législatif 117/2017. De plus, les documents suivants ont été utilisés pour incorporer des informations sur la gestion et la gouvernance de l'Organisation:

- Le livre des associés ;
- Le livre des réunions et des résolutions des assemblées;
- Le livre des réunions et des résolutions du Conseil d'administration.

Ces informations tiennent donc compte de tous les changements les plus récents au sein de l'Organisation.

Les informations sur les activités ont été recueillies auprès des collègues des missions INTERSOS, sur la base de critères uniformes établis au départ:

- pour compter le nombre de projets en 2023, **INTERSOS** a pris en compte la compétence des contrats de financement des bailleurs de fonds institutionnels;
- les activités considérées comme particulièrement significatives par rapport au contexte d'intervention ont été mises en évidence. Plus précisément, il s'agissait de mettre en évidence l'activité innovante (pour INTERSOS ou pour le pays) ; l'activité qui traite de questions considérées comme sensibles ; l'activité unique par rapport aux autres acteurs humanitaires et non humanitaires présents sur le terrain;
- lors du calcul de la population aidée par nos projets, il a été décidé de se concentrer sur les personnes qui ont directement bénéficié des activités. Toutefois, cela ne doit pas minimiser l'impact que très souvent les activités ont également sur la communauté au sens large, ou simplement sur le ménage. Le nombre total inclut également les sessions de sensibilisation. Enfin, le choix a été fait d'arrondir le total aux centaines, par défaut, et d'éviter ainsi une précision injuste (et peu réaliste) de l'unité.

Les informations sur les ressources humaines ont été obtenues en calculant le nombre total d'ETP (équiv-

alents temps plein).

Les informations économiques et financières proviennent des états financiers annuels, qui sont approuvés par le Conseil d'administration et l'Assemblée des membres, et font l'objet d'un audit par le cabinet de conseil externe Crowe Spa. Les états financiers annuels 2023, ainsi que ceux des années précédentes, sont publiés et disponibles sur le site web de l'Organisation à l'adresse www.intersos.org.

Le processus de rapportage qui a conduit à la rédaction de ce document a été caractérisé par une approche participative, impliquant tous les départements et unités du siège, ainsi que toutes les missions. Le travail de coordination a été effectué par le comité éditorial composé de Susanna Barnabà, Giulia Gemelli, Chiara Troiano et Giovanni Visone. Nous remercions tout particulièrement tous les membres du personnel qui ont contribué à la collecte de données et d'informations pour la création de ce document.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Giulia Gemelli à l'adresse giulia.gemelli@intersos.org.

13. CONTACTS

ROME

Via Aniene 26 A
00198 Rome
Tél: +39 06 853 7431
segreteria@intersos.org

Bureau de Presse
Chiara De Stefano
Tél: +39 06 85374330
ufficiostampa@intersos.org

Service de Soutien
Tél: +39 06 85374362
Portable: +39 3283206557
sostenitori@intersos.org

GENÈVE

Humanitarian Hub
16 La Voise Creuse, 5ème étage
1202 Genève, Suisse
miro.modrusan@intersos.org

AMMAN

Ar-Razi street, 85 - 1er étage
Jabal Hussein, Amman - Jordanie
jordan@intersos.org

NAIROBI

Saachi plaza, Argwings Kodhek Rd
Block C Suite C3, Kilimani, Nairobi, Kenya
kenya@intersos.org

DAKAR

Résidence Elysium, Avenue du Méridien Président,
Almadies zone 7, Dakar, Sénégal
dakar.senegal@intersos.org

INTERSOS HELLAS

31 Ermou str, Thessaloniki,
54624, Grèce
info@intersos.gr

INTERSOS
AIDE HUMANITAIRE

INTERSOS
Organisation Humanitaire
www.intersos.org